



RECENSEMENT SUR L'INDUSTRIE DE LA MICROFINANCE HAITIENNE 2006/2007



SEPTEMBRE 2008

Ce document a été conçu à l'intention du "United States Agency for International Development" (USAID) par la DAI sous la tutelle de ce numéro de contrat GEGI-04-02-00011-00 sous le projet Haïti MSME. Il a été préparée par Lhermite François du Strategic Management Group (SMG).

Disclaimer:

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur. Elles ne reflètent pas obligatoirement les points de vue du « United States Agency for International Development », ni ceux du Gouvernement américain.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION ET RESUMES DES CONCLUSIONS.....	1
I. PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI.....	5
II. ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT	9
III. L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE D'ECHANTILLONNAGE	11
IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE COLLECTEES	13
1. CARACTERISTIQUES INSTITUTIONNELLES.....	13
1. La Dimension Du Personnel Des IMF Étudiées ..	13
2. La Taille Et La Couverture Du Réseau.....	13
3. L'âge Moyen Des IMF	13
4. Taille Du Bilan	13
2. ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF ETUDIEES	15
1. Nombre D'emprunteurs	15
2. Nombre De Déposants	17
3. Volume D'épargne.....	19
4. Volume Du Crédit : Répartition En Fonction Du Sexe Des Bénéficiaires Et Du Type D'institutions	20
5. Répartition Du Portefeuille En Fonction De La Méthodologie De Crédit Utilisée	20
6. Ventilation Du Portefeuille Par Secteur D'activités Des Bénéficiaires	20
7. Ventilation Du Portefeuille Par Localité Et Type D'institutions.....	20
3. ASPECTS MANAGERIAUX	25
1. L'Existence d'Organe de Gestion et de Contrôle.....	25
4. ASPECTS MARKETING.....	27
1. Le Produit Mix.....	27
5. PERFORMANCE DES IMF ÉTUDIÉES.....	28
1. Structure Financière	28
2. Performance Financière	28
3. Autosuffisance opérationnelle et Financière.....	28

4.	Rentabilité De L'actif (ROA) Et Des Fonds Propres (ROE)	28
5.	Rendement Brut Et Marge D'intermédiation	29
6.	EfficiencE Opérationnelle.....	29
7.	Productivité Du Personnel	29
8.	Qualité De L'actif	29
6.	APPORT SOCIO-ÉCONOMIQUE DIRECT	30
1.	Emplois Directs.....	30
2.	Valeur Ajoutée Générée Et Revenus De Salaires.....	30
V.	ANALYSE INFÉRENTIELLE.....	35
1.	LES INDICATEURS QUANTITATIFS DU MARCHÉ RETENUS.....	35
2.	LES CHIFFRES MOYENS DE L'ÉCHANTILLON AU NIVEAU DES INDICATEURS RETENUS.....	35
3.	ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHÉ SELON DIFFÉRENTS CRITÈRES	35
1.	Taille et répartition du marché en termes d'actif, de portefeuille et d'épargne.....	36
2.	Revenus brut générés et profits réalisés	36
3.	Valeur ajoutée et emplois	36
VI.	ANALYSE COMPARATIVE	39
1.	COMPARAISON DES RESULTATS DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DE L'ÉCHANTILLON.	39
2.	COMPARAISON DES RESULTATS DE 2007 DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DES ANNÉES ANTERIEURES.	39
3.	COMPARAISON DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC LE SECTEUR BANCAIRE	40
	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	43
VII.	ANNEXES.....	46
1.	OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS	46
1.	Qualité De L'actif	46
2.	Portefeuille À Risque	46
3.	Taux De Remboursement	46
4.	Politique De Crédit.....	47
5.	Structure Financière	48
6.	Performance Financière	48
7.	Productivité.....	49
8.	Méthodologie De Crédit.....	49
9.	Les Bases D'analyses Et Les Indicateurs	51

2.	LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE ET FINANCIERE D'HAÏTI ET SON ÉVOLUTION	55
3.	SITUATION ET PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE HAÏTIEN	59
	1. Origines De L'écart De Capacité Bénéficiaire Entre 2006 Et 2007.....	59
	2. Bilans Comparatifs Des 10 Dernières Années	60
	3. Comptes D'exploitation Comparatifs Des 10 Dernières Années.....	61
4.	LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	63
5.	LISTE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE COMPOSANT L'ÉCHANTILLON	64
6.	FORMULAIRE DE COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	66
7.	LES INTERVENANTS, PARTIES PRENANTES ET FACILITATEURS	75
	1. SMG/UniQ	75
	2. Haïti MSME	75
	3. DID	75
	4. ANACAPH	75
	5. KNFP	75
	6. ANIMH.....	75

TABLEAUX

TABLEAUX

1	Nombre d'institutions, d'employés et de bureaux	14
1A	Nombre d'institutions, d'employés et de bureaux	14
2	Nombre d'années d'expérience, taille du bilan et du personnel (totale, catégorie et moyenne)	14
2A	Nombre d'années d'expérience, taille du bilan et du personnel (totale, catégorie et moyenne)	15
3	Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution	16
3A	Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution	16
4	Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction de la méthodologie et du type d'institution	16
4A	Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction de la méthodologie et du type d'institution	17
5	Nombre d'épargnants: Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution	17
6	Nombre d'épargnants: Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution	18
7	Nombre d'épargnants: Ventilation en fonction du type d'épargne et de la localisation du siège.....	18
8	Volume d'épargne 2007: Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution	19
8A	Volume d'épargne 2007: Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution	19
9	Portefeuille Brut 2007: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution	21
9A	Portefeuille Brut 2007: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution	21
10	Portefeuille Brut 2007: Ventilation par activité bénéficiaire et par type d'institution	21
10A	Portefeuille Brut 2007: Ventilation par activité bénéficiaire et par type d'institution	22
11	Portefeuille Brut 2007 : Ventilation par localité bénéficiaire et par type d'institution	22
11A	Portefeuille Brut 2007 : Ventilation par localité bénéficiaire et par type d'institution	22
12	Nombre de niveaux de mangement et fonctionnalité des organes de gestion	26

13	Qualité de la gestion administrative.....	26
14	Qualité de la gestion financière	26
15	Qualité du "credit process" dans son ensemble	26
16	Produits autre que l'épargne et le crédit offerts par les IMF en Haïti – Tarification des crédits et des ressources.....	27
17	Structure du secteur en 2007	36
18	Poids de l'échantillon par rapport au secteur.....	39
18a	Rapprochement de 2004, 2006 et 2007	40
19	Etats des résultats consolidés: Exercice 2006-2007	40
19A	Bilan consolidé au 30 septembre 2007.....	41
19A	Les bases d'analyses et les indicateurs (suite)	41
	Les bases d'analyses et les indicateurs (suite)	52
	Les bases d'analyses et les indicateurs (suite)	53
	Les bases d'analyses et les indicateurs (suite)	54
	Les bases d'analyses et les indicateurs (suite)	55
20	Synthèse des données économiques, financières et sociales (1996 à 2002)	55
20	Synthèse des données économiques, financières et sociales (1996 à 2002) (suite)	56
21	Synthèse des données économiques, financières et sociales (2001 à 2007)	57
21	Synthèse des données économiques, financières et sociales (2001 à 2007) (suite)	58

INTRODUCTION ET RESUME DES CONCLUSIONS

Dans le cadre de son appui au secteur de la microfinance en Haïti, USAID/Haïti, dans le cadre du projet HAITI MSME, en collaboration avec d'autres acteurs sur le terrain dont DID, ANIMH, KNFP, ANACAPH, a décidé, au début de l'année 2008, de réaliser une étude sur le secteur de la microfinance en Haïti. Les principaux objectifs de l'étude sont les suivants:

- a. Mettre à jour et renforcer des informations disponibles sur le secteur.
- b. Analyser de manière approfondie la performance opérationnelle et financière du secteur et jeter les bases d'un vrai observatoire national de la microfinance.
- c. Fournir aux différents acteurs des résultats sectoriels et sous-sectoriels pouvant servir de base de comparaison et d'appréciation des performances individuelles (benchmarks).
- d. Evaluer la taille du secteur selon différents critères, et sa contribution effective à l'économie du pays.

Pour réaliser cette étude, la firme **Strategic Management Group** (SMG-HAITI) a été sélectionnée à la suite d'un processus d'appel d'offres. En conformité avec les clauses du contrat avec HAITI MSME, le SMG s'est associé avec l'Université Quisqueya aux termes d'un accord de partenariat, selon lequel l'Université

1. fournit le personnel de collecte et de saisie des données
2. héberge en fin de compte la base de données issue de l'étude
3. s'engage à assurer la répétitivité de l'étude dans le cadre de la mise en place de l'Observatoire National de Microfinance.

L'étude a été effectivement lancée en mai 2008, selon une approche d'enquête par questionnaires auprès de 80 institutions sur les 200 existantes. Les difficultés de terrain et l'absence d'une culture d'échange ou de transmission d'informations ont milité en faveur d'un échantillonnage par quotas, selon lequel les associations de l'IMF et institutions d'encadrement de la microfinance jouent un rôle clé dans la distribution et la collecte des formulaires auprès des IMF participantes n'ayant pas accès à l'Internet. Ce qui explique que les IMF affiliées à ces associations de l'IMF et institutions d'encadrement prédominent l'échantillon des 80 institutions, composé de 4 IMF liées à des banques commerciales (à titre de filiales, de satellites ou d'unités spécialisées), de 12 ONG-fondation-association et 64 Caisses d'Epargne et de Crédit.

Il a fallu quatre (4) mois pour collecter les informations auprès des IMF dans le cadre de l'étude, laquelle a abouti aux principaux résultats suivants:

1. Les 80 IMF participant à l'enquête ont en moyenne 13.4 années d'opération en tant qu'IMF. Elles gèrent un réseau de 220 bureaux, soit 2.75 bureaux par institution. Elles font l'objet d'une grande hétérogénéité dimensionnelle avec un actif total par institution variant de 0.2 à 614 millions de gourdes (moyenne 51.2 millions) et un personnel de 1 à 339 employés (moyenne 30). Leur actif total consolidé est de 4.1 milliards de gourdes, et leur portefeuille de crédit consolidé est à 2.8 milliards de gourdes réparti entre 164,882 emprunteurs dont 126,667 femmes (76.82%) contrôlant 56.32% du

portefeuille et 38,215 hommes (23.18%) pour 43.68% du portefeuille brut. Les caisses populaires comptent 21,441 de ce nombre total d'emprunteurs.

2. Les IMF de l'enquête gèrent un volume de dépôts de 1.37 milliards de gourdes pour un total de 394,536 déposants dont 337,037 volontaires et 57,499 obligatoires.
3. Les caisses populaires contrôlent 67.96% de dépôts et 48.64% de déposants soit 934.1 millions de gourdes pour 191,908 déposants. Ainsi la moyenne des dépôts par déposant est de 4,867 gourdes, et représente 12.74% du prêt moyen par emprunteur pour ce type d'IMF. En d'autres termes, un total de 191,908 déposants financent 21,411 emprunteurs dans ce sous-secteur des IMF.
4. 44.62% du nombre et 83.30% de l'encours de crédits de l'échantillon sont octroyés selon la méthodologie de crédit individuel. Ce type de crédit domine toutes les catégories d'institutions.
5. 58.71% du portefeuille de crédit des IMF participant à l'enquête est en dehors de Port-au-Prince (villes de province et milieux ruraux).
6. La taille moyenne d'une IMF de l'échantillon est de 51.2 millions de gourdes en termes d'actif et 35.1 millions en termes de portefeuille brut. Cette moyenne varie grandement d'un type d'institution à une autre. Elle est, respectivement en termes d'actif total et de portefeuille brut, de 343.0 et 278.6 millions de gourdes pour les IMF liées aux banques commerciales (filiales, satellites, départements spécialisés), est de seulement 21.7 et 12.9 millions de gourdes pour les caisses populaires.
7. Les IMF participant à l'enquête ont en général une structure financière relativement équilibrée avec des fonds propres atteignant 26.10% de l'ensemble des capitaux (ou de l'actif total). Cependant, le ratio des fonds propres varie grandement d'un type d'institution à une autre. Il est de près de 60% pour les ONG et en dessous de 14% pour les fondations/associations et autres IMF non coopératives.
8. La composition du passif des IMF de l'enquête varie grandement aussi d'une institution à une autre. Si le passif des caisses populaires est prédominé par les dépôts de la clientèle (90%+), ce n'est évidemment pas le cas pour les Associations, les ONG, fondations caractérisés par la prépondérance des emprunts institutionnels dans la structure de leur ressources (53-92%).
9. Les IMF de l'échantillon génèrent des revenus bruts consolidés de 1,563.7 millions de gourdes pour l'exercice 2006-2007 et dégagent en bénéfice net consolidé de 214.3 millions de gourdes, soit une marge nette de 13.7%. Un ROA de 5.56%, un ROE de 20.24% (compte tenu des subventions).
10. Le rendement brut moyen du portefeuille des IMF participantes est de 52.75% alors que le coût moyen des dettes est de 5.44%, soit une marge brute d'intermédiation de 47.31%.
11. Les IMF de l'enquête font montre d'un manque d'efficacité administrative en affichant un ratio moyen Dépenses administratives/portefeuille brut de 40.17%, avec une nette tendance à la détérioration par rapport à 2006.
12. Le portefeuille à risque (PAR) des IMF étudiées est de 12.34% du portefeuille brut. Ce ratio qui fait l'objet d'une grande variation d'une institution à une autre est en légère détérioration par rapport à 2006 où il était à 11.26%.
13. 28.69% des actifs des IMF étudiées ne sont pas générateurs de revenus (encaisse, immobilisation et autres).
14. Le crédit et l'épargne n'ont plus l'exclusivité dans le « product-mix » des IMF. Ces dernières commencent à accompagner leurs produits traditionnels d'un ou de plusieurs autres services tels que les transferts de fonds, le change, le chèque, le service de coffre-fort et l'assurance.
15. Un certain nombre d'IMF commencent à utiliser la technologie moderne dans la livraison des services financiers. Un total de 30 des 80 IMF étudiées utilise une technologie allant du guichet ambulant aux cartes à puce, dans le cadre de leurs opérations avec la clientèle et la gestion de leur portefeuille.

16. Les IMF étudiées emploient un total de 2,437 personnes et leur versent une rémunération brute annuelle de 496.8 millions de gourdes.
17. Le « produit net bancaire » de l'ensemble des IMF de l'enquête est de 1.4 milliards de gourdes. Autant dire que chaque IMF contribue directement au PIB à hauteur de 17,8 millions de gourdes. A noter que plus de 35% de cette valeur ajoutée vont aux employés sous forme de salaires.
18. En inférant les résultats de l'échantillon à la population totale des IMF, on peut ...
 - évaluer à 5,6 milliards de gourdes la taille du bilan consolidé du secteur de la microfinance en Haïti (actif total) ;
 - évaluer le marché de la microfinance à 3.8 milliards de gourdes en termes de crédit ;
 - estimer à 240,000 le nombre de micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires du microcrédit (emprunteurs);
 - évaluer à 687,000 le nombre de déposants du secteur de la microfinance et à 3,5 milliards de gourdes le volume de dépôts en circulation dans le secteur;
 - Estimer à 3,615 le nombre de familles tirant leurs revenus de salaires des IMF ; et à 243,615 au moins le nombre d'emplois directs générés et/ou stabilisés par les IMF (dont 3,615 emplois internes)
 - Estimer à 1.8 milliards de gourdes la valeur ajoutée directe créée par les IMF.

I. PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI

De 1946 à 1982 (36 ans), la pratique de la microfinance sur une base institutionnelle ou formelle était une exclusivité des coopératives d'épargne et de crédit, plus communément appelées « caisses populaires ». Ces dernières, nées neuf (9) ans après la création de la première entreprise de forme coopérative en Haïti (1937), étaient considérées comme le bras financier du grand mouvement coopératif haïtien.

Au début des années 80 s'est amorcée une diversité institutionnelle de la microfinance, avec la création, d'un côté, du Fonds Haïtien d'Aide à la femme (FHAF-1982) par un groupe de femmes du secteur bancaire et à la faveur de l'appui technique et financier du Women's World Banking et de l'Inter-American Foundation (IAF) ; et de l'autre côté, de la Fondation Haïtienne de Développement (FHD-1982) par un groupe d'hommes d'affaires haïtiens, aidé de l'USAID. Entre-temps, ont vu le jour d'autres institutions non-coopératives de différents types (Associations, fondations, ONG), avec un product-mix plus large (crédit, assurance, change, transfert).

Dès lors, d'autres organisations internationales (bilatérales et multilatérales) se sont jointes au grand mouvement et celles déjà existantes ont décidé d'intensifier leurs contributions techniques et financières. Cependant, les efforts de diversification à tous les niveaux et d'intensification n'avaient pas suffisamment changé la perception de la microfinance comme une activité purement sociale, et une forme de solidarité locale et internationale.

Il a fallu attendre la fin des années 90 pour un changement radical de paradigme dans le domaine de la microfinance en Haïti. Selon le nouveau paradigme, la microfinance est une opportunité commerciale pour les distributeurs de services financiers, notamment de microcrédit. La BIDC, issue de l'acquisition par des investisseurs haïtiens des opérations de la First National Bank of Boston, succursale d'Haïti, a été la première banque à saisir cette opportunité, en mettant sur pied en 1997, à l'aide d'un prêt du FDI, un programme de microcrédit en faveur des marchandes ambulantes de vêtements importés du Panama et des États-Unis. A la suite de l'acquisition de la BIDC par la Sogebank (elle-même issue de l'acquisition des actifs et du passif de la Banque Royale du Canada en Haïti), une filiale spécialisée en microcrédit (la Sogesol) a été créée par la Direction du nouveau leader des banques haïtiennes. Une autre banque nouvellement créée (la Unibank) avait aussi décidé d'entrer dans le secteur à travers une filiale spécialisée également (le Microcrédit National). Quant aux deux (2) autres banques actives actuellement en microfinance (Capital Bank et Banque de l'Union Haïtienne), elles ont opté pour un service spécialisé en microcrédit à l'intérieur de leur Direction de Crédit, comme moyen d'entrer dans le secteur. Les banques d'État comme la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire Haïtienne (BPH) font du microcrédit sur une base ponctuelle et travaillent actuellement à la pérennisation de leurs interventions et aux choix définitifs d'un mode opératoire.

Le cadre légal et réglementaire n'avait pas, malheureusement, pu suivre le rythme de l'évolution du secteur de la microfinance, en termes de taille, de diversité commerciale et institutionnelle et de complexité. Jusqu'en 2002, les caisses populaires étaient seulement contrôlées, en tant qu'entreprises coopératives, par le Conseil National des Coopératives (CNC) et les IMF non bancaires dotées de statut d'ONG, de Fondation et d'Association étaient sous contrôle soit du Ministère de la Coopération Externe

ou des Affaires Sociales. Mais ce contrôle se limitait et se limite encore à octroyer des autorisations de fonctionnement ou de reconnaissance légale. En tant qu'institutions financières distribuant du crédit ou collectant des épargnes, les IMF ne faisant l'objet d'aucune supervision et n'étaient astreintes à aucune règle prudentielle obligatoire.

La faillite en 2001 des pyramides financières déguisées en coopératives ont donc poussé les autorités à accélérer le vote d'une loi sur les coopératives d'épargne et de crédit (la loi de 2002 sur les CEC) et à créer plus tard au sein de la BRH une unité spécialisée de supervision et de régulation de ces CEC. Ainsi la microfinance n'est plus aujourd'hui considérée comme un ensemble d'opérations en marge du secteur financier formel. Les IMF font partie intégrante du système financier national, lequel est désormais composé de:

- Une Banque Centrale remplissant les fonctions de superviseur et de régulateur
- Neuf (9) banques commerciales
- Une banque de logement
- Deux (2) institutions financières de développement
- Un (1) banque d'affaires
- Une douzaine (12) de compagnies d'assurance
- Une (1) société de fiducie
- Une douzaine (12) de bureaux de transfert
- Une demi-douzaine (6) de fonds de pension
- Deux cents (200) institutions/unités formelles de microfinance

Ainsi, le cadre institutionnel de la microfinance en Haïti se présente aujourd'hui comme suit:

- Les organes de régulation et de supervision (CNC, BRH, le Ministère de la Coopération Externe)
- Les institutions d'encadrement technique et associations d'IMF (DID, ANACAPH, FENACAPH, ANIMH, KNFP) et différents projets et programme (Haïti MSME, PRIMA)
- Les bailleurs de fonds nationaux et internationaux (FDI, Union Européenne, USAID, Banque Mondiale, l'Agence Canadienne de Développement International, FIDA, Coopération Allemande, BID, Plan International, AFD, AECID, etc.)
- Les grossistes qui, recevant des fonds nationaux et internationaux, font des prêts en gros à des IMF (appelés en la circonstance opérateurs), à des fins de sous-prêts à des individus ou micro-entreprises.
- Les deux cents (200) institutions de microfinance réparties comme suit :
 - Cent soixante-quinze (175) caisses populaires
 - Une vingtaine (20) ONG/Fondations/Associations
 - Quatre (4) Filiales/Satellites/Unités spécialisées de banques commerciales

Ces IMF offrant une diversité de produits ou services financiers, avec une prédominance évidente de produits d'épargne et de crédit, affichent une taille de bilan consolidé de plusieurs milliards de gourdes et gèrent un portefeuille brut dont le niveau se rapproche de la taille de leur bilan, réparti entre plusieurs dizaines de milliers d'emprunteurs. Elles gèrent également un important portefeuille de dépôts (compte non tenu des filiales/Satellites/Unités spécialisées de banques commerciales dont les ressources proviennent des dotations en capital, ou des prêts de la maison mère).

II. ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT

La dernière étude réalisée remonte à Mars 2005. Elle porte sur des données arrêtées au 30 Septembre 2004. Cette étude entre dans le cadre d'une démarche de USAID/Haïti dans le cadre du projet DAI/FINNET qui remonte à 1999, visant à collecter des données et à mettre à jour des statistiques devant permettre de suivre l'évolution du secteur de la micro finance en Haïti.

L'étude de 2005 (pour l'année 2004) ayant porté sur un échantillon de 96 IMF a donné les résultats suivants:

- Les 96 institutions géraient un portefeuille brut de 1.45 milliards de gourdes distribué entre 82,051 emprunteurs, dont 67 % étaient des femmes.
- Elles ont collecté 0.8 milliards de gourdes auprès de 292,880 épargnants.

Les auteurs de cette étude avaient estimé à 80% la taille relative de l'échantillon par rapport à la population totale. Sur la base d'un tel ratio la taille du secteur de la micro finance (composante formelle) pouvait être évaluée à 1.8 milliards de gourdes en terme de portefeuille et à 1.0 milliard en termes d'épargne. Alors que le nombre d'emprunteurs et d'épargnants pouvait être estimé à 102,564 et 366,100 respectivement.

III. L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE D'ECHANTILLONNAGE

Pour une étude de ce genre, portant sur un univers d'environ 200 unités statistiques (les IMF), l'approche de recensement devrait être la plus adaptée. Cependant, un tel choix se heurterait à deux (2) contraintes majeures : le budget et le temps, vu la dispersion géographique des IMF, et les difficultés d'accès direct à certaines zones (route en mauvais état, absence d'internet, etc....) et aussi l'incertitude entourant la volonté de collaboration de toute la population.

L'approche d'échantillonnage pur poserait également des problèmes liés à l'absence d'une base de sondage, c'est-à-dire d'une liste à jour de toutes les IMF des 10 départements géographiques du pays. Ce qui serait un obstacle au choix d'une méthode d'échantillonnage aléatoire.

Pour cela, il a été jugé bon d'opter pour une approche mixte, c'est-à-dire à mi chemin entre le recensement et l'échantillonnage, consistant à interroger autant d'IMF que possible dans le cas d'un échantillonnage par quotas croisés.

Les quotas sont définis sur la base de critères de statut légal et d'affiliation et de taille. Pour chaque quota ou sous quota, l'on procède soit à un recensement ou à un échantillonnage de convenance, dépendant de la taille et du degré d'homogénéité de la sous-population ou du quota. Les résultats obtenus sur l'échantillon par quotas ou par étapes sont généralisés ou inférés à la population totale de chaque catégorie ou quota respectif avant d'être ajoutés à ceux des différents recensements, pour estimer la taille globale du secteur. Ainsi, la taille du marché de la microfinance, selon différents critères, se calcule selon la formule suivante:

$$T_i = \sum_{i=1}^X R_i + \sum_{i=1}^Y m_i \cdot E_q$$

où

- T_i = La taille du marché selon le critère i
- R_i = Résultat pour chaque quota selon le critère i, ayant fait l'objet d'un recensement
- M_i = le résultat moyen selon le critère i de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage
- E_q = la population estimative de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage
- X = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un recensement
- Y = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un échantillonnage

LE TABLEAU CI-DESSOUS EST CONSACRE A LA DEFINITION DES QUOTAS ET DES SOUS-QUOTAS.

Quotas (Affiliation)	Sous-Quotas (Statut légal)	Sous-sous-quotas (taille)	Population	Échantillon
ANIMH	Banque ¹		4	4
	ONG		7	7
	Autres		4	4
Autres IMF non coopératives et non affiliées	Autres		6	1
DID/ANACAPH	CEC	Grande caisse	12	9
		+ Autre caisse	44	31
KNFP ²	CEC	Grande caisse	0	0
		+ Petite caisse (NO)	18	18
CEC non- affiliées	CEC	Grande caisse + Autre caisse	0 101	0 6
Total			196	80
%			100%	40.82% ³

¹ Le type « Banque » regroupe les IMF liées aux banques soit à titre de filiale, de satellite ou d'unité spécialisée

² Certains membres de l'ANIMH sont aussi membres de KNFP. Les IMF présentées sous l'affiliation de KNFP seulement sont des CEC, lesquelles ne sont pas généralement parmi les membres de l'ANIMH

³ Le chapitre « Analyse comparative » analyse le poids de l'échantillon par rapport à l'ensemble du secteur, selon différents critères (actif, portefeuille, nombre d'emprunteurs, etc).

IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE COLLECTEES

Ce chapitre présente et analyse les données collectées sur le secteur de la microfinance en Haïti, pour l'exercice 2006-2007. Il est divisé en 5 sections: la première résume les caractéristiques institutionnelles de l'échantillon, la seconde est une présentation et analyse de l'étendue et de la portée des opérations des IMF étudiées, la troisième et la quatrième traitent des aspects managériaux et de marketing respectivement et la cinquième est consacrée à la performance financière et opérationnelle de ces IMF.

1. CARACTERISTIQUES INSTITUTIONNELLES

Les quatre-vingt (80) institutions participant à l'étude seront décrites dans cette section en termes de taille du personnel et de celle du réseau, d'ancienneté institutionnelle et de taille du bilan.

1. LA DIMENSION DU PERSONNEL DES IMF ETUDIEES

L'ensemble des IMF étudiées a un personnel de 2,437 membres dont 1,636 hommes (67%) et 801 femmes (33%). La prédominance du personnel de sexe masculin paraît être une réalité dans tous les types d'institutions tel que le montre le tableau 1. En effet, le pourcentage du personnel de sexe masculin varie de 61 à 71% d'un type d'institution à un autre.

2. LA TAILLE ET LA COUVERTURE DU RESEAU

Les IMF de l'étude gèrent un réseau de 220 bureaux (y compris le siège social), soit une moyenne de 2.75 bureaux ou succursales par IMF. A noter que, dont 59 de ces bureaux sont à Port-au-Prince et 161 dans les provinces. Des 161 bureaux localisés en province, 39 se trouvent en zones rurales dont 32 appartiennent à des Association, Fondations et ONG (réf. Tableau 1).

3. L'AGE MOYEN DES IMF

L'âge moyen des institutions étudiées opérant en tant qu'IMF est de 13.4 années. Les ONG, les CEC et les associations sont les IMF les plus âgées en moyenne (voir tableau 2).

4. LA TAILLE DU BILAN

Les institutions de l'enquête ont une taille moyenne de 51,2 millions de gourdes en termes d'actif total. Les CEC sont les IMF de plus petite taille dans l'échantillon avec un actif total moyen de 2.5 fois inférieur à la moyenne de l'échantillon.

Les ONG avec une moyenne de 34.6 millions sont aussi en dessous de la moyenne de l'échantillon. Alors que les autres institutions (Banque, Fondation, Associations et autres) ont une taille de bilan variant de 3.2 à 7.6 fois la moyenne (réf. Tableau 2 et 2A).

TABLEAU 1: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX

	Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux			
	Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province	
Type d'institution								Urbaine	Rurale
CEC	64	80.00%	529	337	192	72	9	56	7
Banque	4	5.00%	602	400	202	45	20	25	0
ONG	7	8.75%	329	202	127	39	14	14	11
Autres	5	6.25%	977	697	280	64	16	27	21
Total	80	100.00%	2437	1636	801	220	59	122	39

Au 30/09/07

TABLEAU 1A: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX

Type d'institution	Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux			
	Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province	
								Urbaine	Rurale
CEC-Type 1	9	11.25%	227	134	93	16	3	9	4
CEC-Type 2	31	38.75%	232	154	78	32	5	25	2
CEC-Type 3	6	7.50%	32	20	12	6	1	4	1
CEC-Type 4	18	22.50%	38	29	9	18	-	18	-
Banque	4	5.00%	602	400	202	45	20	25	-
ONG	7	8.75%	329	202	127	39	14	14	11
Autres	5	6.25%	977	697	280	64	16	27	21
Total	80	100.00%	2,437	1,636	801	220	59	122	39

Au 30/09/07

TABLEAU 2: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

Type d'institution	#Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
	Effectif	Age moyen	(2007)		(2007)	
			Actif total	%	Actif total	#employés
CEC	64	13.8	1,385,888,424	33.80%	21,654,507	8
Banque	4	7.8	1,372,020,870	33.46%	343,005,218	151
ONG	7	14.4	242,267,199	5.91%	34,609,600	47
Autres	5	10.4	1,099,775,452	26.82%	219,955,090	195
Total ou moyenne	80	13.4	4,099,951,945	100.00%	51,204,590	30

Au 30/09/07

TABLEAU 2A: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

	# Années d'Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
	Effectif	Age moyen	Actif total	%	Actif total	#employés
			(2007)		(2007)	
Type d'institution						
CEC-Type 1 ⁴	9	20.6	896,992,541	21.88%	99,665,838	25
CEC-Type 2 ⁵	31	12.2	443,199,606	10.81%	14,296,761	7
CEC-Type 3 ⁶	6	18.2	30,232,542	0.74%	5,038,757	5
CEC-Type 4 ⁷	18	11.8	15,463,735	0.38%	859,096	2
Banque	4	7.8	1,372,020,870	33.46%	343,005,218	151
ONG	7	14.4	242,267,199	5.91%	34,609,600	47
Autres	5	10.4	1,099,775,452	26.82%	219,955,090	195
Total ou moyenne	80	13.4	4,099,951,945	100.00%	51,249,399	30

Au 30/09/07

2. ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF ETUDIEES

Cette présentation et analyse porteront essentiellement sur le nombre d'emprunteurs et le nombre de déposants ventilés selon différents critères, le volume de crédit octroyé et d'épargne collecté par les institutions participantes.

1. NOMBRE D'EMPRUNTEURS

Le nombre d'emprunteurs constituant le portefeuille de crédit des IMF participantes au 30/09/07 s'élève à 164,882 réparti de manière relativement équilibrée entre les différents types d'institutions. Cette situation laisse présager une très grande dispersion au niveau des chiffres par institution vu l'écart de taille entre les différents sous-échantillons.

Il est à signaler que 44.62% environ des emprunteurs sont bénéficiaires de crédit individuel et 43.71% de crédit de groupe solidaire. Alors que les emprunteurs restants sont attirés par les crédits de type banque communautaire (11%) et de mutuelle solidarité (1%).

⁴ Les CEC de type 1 sont les plus grandes caisses, encadrées par une institution d'encadrement reconnue

⁵ Les CEC de type 2 sont les caisses autre que les grandes et les plus petites, encadrées par une institution d'encadrement reconnue

⁶ Les CEC de type 3 sont celles ne recevant aucun encadrement identique à celles de type 1 et 2

⁷ Les CEC de type 4 sont les plus petites caisses, localisées dans le Nord-ouest et bénéficiant de l'encadrement technique, notamment de KNFP

TABLEAU 3: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Type d'institution						
CEC	21,411	12.99%	12,074	31.59%	9,337	7.37%
Banque	28,782	17.46%	11,668	30.53%	17,114	13.51%
ONG	29,054	17.62%	7,128	18.65%	21,926	17.31%
Autres	85,635	51.94%	7,345	19.22%	78,290	61.81%
Total	164,882	100.00%	38,215	100.00%	126,667	100.00%
Pourcentage	100.00%		23.18%		76.82%	

Au 30/09/07

TABLEAU 3A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	9,862	5.98%	5,331	13.95%	4,531	3.58%
CEC-Type 2	7,687	4.66%	4,703	12.31%	2,984	2.36%
CEC-Type 3	1,350	0.82%	661	1.73%	689	0.54%
CEC-Type 4	2,512	1.52%	1,379	3.61%	1,133	0.89%
Banque	28,782	17.46%	11,668	30.53%	17,114	13.51%
ONG	29,054	17.62%	7,128	18.65%	21,926	17.31%
Autres	85,635	51.94%	7,345	19.22%	78,290	61.81%
Total	164,882	100.00%	38,215	100.00%	126,667	100.00%
Pourcentage	100.00%		23.18%		76.82%	

Au 30/09/07

TABLEAU 4: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE ET DU TYPE D'INSTITUTION

Type d'institution	Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée					
	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité
CEC	21,411	12.99%	20,261	12	1,094	44
Banque	28,782	17.46%	28,782	-	-	-
ONG	29,054	17.62%	4,978	17,219	6,387	470
Autres	85,635	51.94%	19,543	580	64,597	915
Total	164,882	100.00%	73,564	17,811	72,078	1,429
Pourcentage	100.00%		44.62%	10.80%	43.71%	0.87%

Au 30/09/07

TABLEAU 4A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE ET DU TYPE D'INSTITUTION

Type d'institution	Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée					
	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité
CEC-Type 1	9,862	5.98%	9,394	12	418	38
CEC-Type 2	7,687	4.66%	7,175	-	509	3
CEC-Type 3	1,350	0.82%	1,180	-	167	3
CEC-Type 4	2,512	1.52%	2,512	-	-	-
Banque	28,782	17.46%	28,782	-	-	-
ONG	29,054	17.62%	4,978	17,219	6,387	470
Autres	85,635	51.94%	19,543	580	64,597	915
Total	164,882	100.00%	73,564	17,811	72,078	1,429
Pourcentage	100.00%		44.62%	10.80%	43.71%	0.87%

Au 30/09/07

2. NOMBRE DE DÉPOSANTS

Le nombre de déposants attirés par les IMF de l'étude s'élève à 394,536, dont 85.43% sont des déposants volontaires et seulement 14.57% sont des déposants dont le compte est lié à un compte de prêt (Epargne forcée). Ainsi le ratio déposant/emprunteurs, est de 2.38, ce qui met clairement en évidence la capacité des IMF à attirer l'épargne externe, c'est-à-dire des déposants ayant d'autres motifs que l'obtention du crédit. Une situation très intéressante pour l'avenir de la microfinance en Haïti, où les institutions ne sont pas obligées de recourir à l'endettement financier à des coûts prohibitifs pour financer leur portefeuille de prêts, ou d'être tributaires des subventions capitalisées.

A noter que près de la moitié des épargnants des 80 IMF étudiées sont des clients de caisses d'épargne et de crédit (CEC). Les filiales et satellites de banques spécialisées en microcrédit ne reçoivent pas d'épargne, leurs ressources viennent des dotations de la maison mère. Autant dire que l'autre moitié des déposants du secteur de la microfinance vient des Associations/Fondations/ONG.

TABLEAU 5: NOMBRE D'EPARGNANTS: VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

Type d'institution	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
CEC	191,908	48.64%	170,794	50.68%	21,114	36.72%
Banque	3,877	0.98%	3,877	1.15%	-	0.00%
ONG	31,050	7.87%	14,909	4.42%	16,141	28.07%
Autres	167,701	42.51%	147,457	43.75%	20,244	35.21%
Total	394,536	100.00%	337,037	100.00%	57,499	100.00%
Pourcentage	100.00%		85.43%		14.57%	

30/09/07

TABLEAU 6: NOMBRE D'EPARGNANTS: VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	102,948	26.09%	93,082	27.62%	9,866	17.16%
CEC-Type 2	77,652	19.68%	69,518	20.63%	8,134	14.15%
CEC-Type 3	9,177	2.33%	7,888	2.34%	1,289	2.24%
CEC-Type 4	2,131	0.54%	306	0.09%	1,825	3.17%
Banque	3,877	0.98%	3,877	1.15%	-	0.00%
ONG	31,050	7.87%	14,909	4.42%	16,141	28.07%
Autres	167,701	42.51%	147,457	43.75%	20,244	35.21%
Total	394,536	100.00%	337,037	100.00%	57,499	100.00%
Pourcentage	100.00%		85.43%		14.57%	

30/09/07

TABLEAU 7: NOMBRE D'EPARGNANTS: VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET DE LA LOCALISATION DU SIEGE

	Nombre d'épargnants, type d'épargne et localisation du siège social					
	Total	%	Volontaires	%	Obligatoires	%
Département du siège						
Ouest	239,906	60.81%	199,325	59.14%	40,581	70.58%
Nord	4,210	1.07%	4,050	1.20%	160	0.28%
Sud	44,438	11.26%	39,161	11.62%	5,277	9.18%
Artibonite	35,316	8.95%	32,570	9.66%	2,746	4.78%
Grande-Anse	9,362	2.37%	7,949	2.36%	1,413	2.46%
Sud-est	15,012	3.80%	13,257	3.93%	1,755	3.05%
Centre	14,954	3.79%	13,500	4.01%	1,454	2.53%
Nord-ouest	20,188	5.12%	16,873	5.01%	3,315	5.77%
Nord-est	9,040	2.29%	8,484	2.52%	556	0.97%
Nippes	2,110	0.53%	1,868	0.55%	242	0.42%
Total	394,536	100.00%	337,037	100.00%	57,499	100.00%
Pourcentage	100.00%		85.43%		14.57%	

30/09/07

3. VOLUME D'ÉPARGNE

Les IMF de l'étude collectent au 30 septembre 2007 1.4 milliards de gourdes d'épargne, dont 80% d'épargne volontaire. Le marché de la « micro-épargne » est dominé par les Caisses d'Épargne et de Crédit, lesquelles contrôlent près de 66% de l'épargne volontaire et 77% de l'épargne obligatoire. L'essentiel de la différence va aux « Fondations, Associations et Autres » qui contrôlent près d'un tiers de l'épargne volontaire et 13% de l'épargne obligatoire. A noter également une part non négligeable des ONG dans l'épargne obligatoire (10%). Les IMF liées aux banques ne pèsent pas lourd dans la structure de l'épargne du secteur, vu que leur institution-mère représente leur principale source d'alimentation en capitaux externes.

TABLEAU 8: VOLUME D'EPARGNE 2007: VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
Type d'institution						
CEC	934,057,815	67.96%	731,092,236	65.81%	202,965,578	77.01%
Banque	6,265,441	0.46%	6,265,441	0.56%	-	0.00%
ONG	35,534,612	2.59%	8,877,608	0.80%	26,657,004	10.11%
Autres	398,565,786	29.00%	364,632,344	32.82%	33,933,442	12.88%
Total	1,374,423,654	100.00%	1,110,867,629	100.00%	263,556,025	100.00%
Pourcentage	100.00%		80.82%		19.18%	

30/09/07

TABLEAU 8A: VOLUME D'EPARGNE 2007: VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	599,616,525	43.63%	466,949,807	42.03%	132,666,719	50.34%
CEC-Type 2	308,325,387	22.43%	244,771,925	22.03%	63,553,462	24.11%
CEC-Type 3	23,091,452	1.68%	17,532,209	1.58%	5,559,243	2.11%
CEC-Type 4	3,024,450	0.22%	1,838,296	0.17%	1,186,154	0.45%
Banque	6,265,441	0.46%	6,265,441	0.56%	-	0.00%
ONG	35,534,612	2.59%	8,877,608	0.80%	26,657,004	10.11%
Autres	398,565,786	29.00%	364,632,344	32.82%	33,933,442	12.88%
Total	1,374,423,654	100.00%	1,110,867,629	100.00%	263,556,025	100.00%
Pourcentage	100.00%		80.82%		19.18%	

30/09/07

4. VOLUME DU CREDIT : REPARTITION EN FONCTION DU SEXE DES BENEFICIAIRES ET DU TYPE D'INSTITUTIONS

Le portefeuille consolidé de crédit des 80 institutions participant à l'enquête s'élève au 30/09/07 à 2.8 milliards de gourdes dont la plus grande partie (56%) va aux femmes. Les unités spécialisées des banques (succursales, satellites et autres) contrôlent à peu près 40% du portefeuille contre plus de 29% pour les caisses d'épargne et de crédit, les ONG contrôlent près de 7%, alors que la différence 24% va aux autres types d'IMF (fondations, associations et autres)

5. REPARTITION DU PORTEFEUILLE EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE DE CREDIT UTILISEE

Le montant de l'encours des crédits octroyés sur une base individuelle représente l'essentiel du portefeuille consolidé de 80 institutions étudiées, soit 83.30%, alors que les groupes solidaires n'en représentent que 14.47%. Le rapprochement de ces chiffres avec ceux du tableau 4 met en évidence l'écart de taille entre les prêts (par emprunteur) issus des différentes méthodologies de crédit. En effet, si les emprunteurs issus des groupes solidaires représentent environ 44% de l'effectif total, ils ne contrôlent par contre que moins de 15% de l'encours total au 30/09/07. Alors qu'avec un effectif de 73,409 sur total de 164,696 (44.57%), les emprunteurs individuels contrôlent plus de 83% du portefeuille. A noter que l'écart entre le poids dans le nombre et le poids dans le volume est favorable seulement aux emprunteurs individuels. La situation des emprunteurs issus des méthodologies de banques communautaires et de solidarité mutuelle est similaire (en termes de sens de l'écart) à celle des emprunteurs de groupes solidaires.

6. VENTILATION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR D'ACTIVITES DES BENEFICIAIRES

Le portefeuille de crédit des IMF de l'échantillon est dominé par le commerce avec 81.73% du total, alors que le logement, les services, la production et la consommation partagent presque à parts égales la différence (entre 4 à 5% pour chacun d'eux). La part de l'éducation étant négligeable avec 0.26%.

7. VENTILATION DU PORTEFEUILLE PAR LOCALITE ET TYPE D'INSTITUTIONS

Contrairement à une certaine croyance, Port-au-Prince n'est pas le centre de concentration du portefeuille de crédit des IMF. En effet, près de 60% des prêts constituant le portefeuille des 80 IMF étudiées vont à des bénéficiaires opérant en dehors de la capitale, dont une bonne partie (20% environ) en milieu rural. Les caisses d'Épargne et de Crédit et les ONG/Association/Fondations sont à la base de cette déconcentration géographique, avec un pourcentage de portefeuille allant à la province de 85% et de 57% respectivement.

TABLEAU 9: PORTEFEUILLE BRUT 2007: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Type d'institution						
CEC	827,900,234	29.45%	531,834,967	43.31%	296,065,267	18.70%
Banque	1,114,410,728	39.64%	513,744,158	41.84%	600,666,570	37.93%
ONG	184,104,205	6.55%	50,326,724	4.10%	133,777,481	8.45%
Autres	685,063,816	24.37%	132,049,819	10.75%	553,013,996	34.92%
Total	2,811,478,982	100.00%	1,227,955,668	100.00%	1,583,523,314	100.00%
Pourcentage	100.00%		43.68%		56.32%	

TABLEAU 9A: PORTEFEUILLE BRUT 2007: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	506,779,948	18.03%	318,520,866	25.94%	188,259,082	11.89%
CEC-Type 2	283,012,580	10.07%	191,281,549	15.58%	91,731,031	5.79%
CEC-Type 3	21,629,855	0.77%	12,978,992	1.06%	8,650,863	0.55%
CEC-Type 4	16,477,851	0.59%	9,053,560	0.74%	7,424,291	0.47%
Banque	1,114,410,728	39.64%	513,744,158	41.84%	600,666,570	37.93%
ONG	184,104,205	6.55%	50,326,724	4.10%	133,777,481	8.45%
Autres	685,063,816	24.37%	132,049,819	10.75%	553,013,996	34.92%
Total	2,811,478,982	100.00%	1,227,955,668	100.00%	1,583,523,314	100.00%
Pourcentage	100.00%		43.68%		56.32%	

30/09/07

TABLEAU 10: PORTEFEUILLE BRUT 2007: VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et activités bénéficiaires						
	Total	Production	Commerce	Services	Consommation	Logement	Education
Type d'institution							
CEC	827,900,234	89,311,133	510,915,160	7,787,700	81,064,717	133,683,999	5,137,525
Banque	1,114,410,728	18,982,567	980,893,969	87,781,184	22,247,312	3,244,101	1,261,595
ONG	184,104,205	5,797,491	167,499,880	8,998,631	1,808,202	-	-
Autres	685,063,816	15,001,566	638,581,233	26,893,422	3,387,594	400,000	800,000
Total	2,811,478,982	129,092,758	2,297,890,242	131,460,937	108,507,826	137,328,100	7,199,119
Pourcentage	100.00%	4.59%	81.73%	4.68%	3.86%	4.88%	0.26%

30/09/07

TABLEAU 10A: PORTEFEUILLE BRUT 2007: VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et activités bénéficiaires						
	Total	Production	commerce	Services	Consommation	logement	Education
Type d'institution							
CEC-Type 1	506,779,948	51,854,655	324,747,997	7,483,402	35,058,652	84,762,054	2,873,187
CEC-Type 2	283,012,580	33,346,163	156,774,610	56,992	43,716,373	46,977,758	2,140,684
CEC-Type 3	21,629,855	4,085,379	12,939,638	247,307	2,289,691	1,944,187	123,653
CEC-Type 4	16,477,851	24,936	16,452,915	-	-	-	-
Banque	1,114,410,728	18,982,567	980,893,969	87,781,184	22,247,312	3,244,101	1,261,595
ONG	184,104,205	5,797,491	167,499,880	8,998,631	1,808,202	-	-
Autres	685,063,816	15,001,566	638,581,233	26,893,422	3,387,594	400,000	800,000
Total	2,811,478,982	129,092,758	2,297,890,242	131,460,937	108,507,826	137,328,100	7,199,119
Pourcentage	100.00%	4.59%	81.73%	4.68%	3.86%	4.88%	0.26%

TABLEAU 11: PORTEFEUILLE BRUT 2007 : VENTILATION PAR LOCALITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires			
	Total	Port-au-Prince	Villes de province	Zone rurale
Type d'institution				
CEC	827,900,234	129,439,491	602,208,101	96,252,639
Banque	1,114,410,728	653,913,978	460,496,750	-
ONG	184,104,205	100,927,119	57,151,630	26,025,456
Autres	685,063,816	275,990,379	195,611,020	213,462,417
Total	2,811,478,982	1,160,270,967	1,315,467,501	335,740,512
Pourcentage	100.00%	41.27%	46.79%	11.94%

30/09/07

TABLEAU 11A: PORTEFEUILLE BRUT 2007 : VENTILATION PAR LOCALITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires			
	Total	Port-au-Prince	Villes de province	Zones rurales
Type d'institution				
CEC-Type 1	506,779,948	75,406,170	380,283,272	51,090,505
CEC-Type 2	283,012,580	51,332,821	205,468,539	26,211,218
CEC-Type 3	21,629,855	2,700,500	16,456,290	2,473,065
CEC-Type 4	16,477,851	-	-	16,477,851
Banque	1,114,410,728	653,913,978	460,496,750	-
ONG	184,104,205	100,927,119	57,151,630	26,025,456
Autres	685,063,816	275,990,379	195,611,020	213,462,417
Total	2,811,478,982	1,160,270,967	1,315,467,501	335,740,512
Pourcentage	100.00%	41.27%	46.79%	11.94%

30/09/07

ENCADRÉ 1: SYNTHÈSE

Caractéristiques institutionnelles, étendue et portée des opérations des IMF de l'échantillon

	2007	2006	Ventilation des indicateurs de 2007 par type d'institution			
			CEC	Banque	ONG	Autres
Données macro-économiques						
Taux d'inflation	8.00%	12.40%				
Taux de change	36.78	39.13				
Revenus per capita en USD	772.81	594.10				
Revenu per capita (gourdes nominales)	28,427	23,247				
Population totale d'IMF	196	196	175	4	7	10
Taille de l'échantillon de l'étude	80	96	64	4	7	5
Données relatives à l'échantillon de 80 institutions en 2007						
Caractéristiques institutionnelles						
Age moyen des institutions	13.4	12.7	13.8	7.8	14.4	10.4
Taille du bilan consolidé	4,099,951,945	3,602,817,856	1,385,888,424	1,372,020,870	242,267,199	1,099,775,452
Taille moyenne du bilan par institution	51,249,399	46,189,973	21,654,507	343,005,218	34,609,600	219,955,090
Nombre total d'employés (consolidé)	2,437	2,437	529	602	329	977
Nombre moyen d'employés par institution	30	31	8	151	47	195
Nombre total de succursales (consolidé)	220	220	72	45	39	64
Nombre moyen de succursales par institution	2.8	2.8	1.1	11.3	5.6	12.8
Nombre de succursales en dehors de Port-au-Prince	161	161	63	25	25	48
Nombre de succursales en zones rurales	39	39	7	0	11	21
Nombre de succursales dans les villes de province	122	122	56	25	14	27
Outreach						
Nombre total d'emprunteurs (consolidé)	164,882	131,954	21,411	28,782	29,054	85,635
Nombre moyen d'emprunteurs par institution	2,061	1,692	335	7,196	4,151	17,127
% d'emprunteurs de sexe féminin	76.82%	76.07%	43.61%	59.46%	75.47%	91.42%
Volume consolidé du portefeuille brut	2,811,478,982	2,366,258,923	827,900,234	1,114,410,728	184,104,205	685,063,816
Portefeuille brut moyen par institution	35,143,487	30,336,653	12,935,941	278,602,682	26,300,601	137,012,763
Portefeuille moyen par emprunteur	17,051	17,932	38,667	38,719	6,337	8,000
% du Portefeuille brut allant aux femmes	56.32%	57.60%	35.76%	53.90%	72.66%	80.72%
% du Portefeuille brut allant au commerce	81.73%	81.74%	61.71%	88.02%	90.98%	93.21%

	2007	2006	Ventilation des indicateurs de 2007 par type d'institution			
			CEC	Banque	ONG	Autres
% du Portefeuille brut allant à la production	4.59%	4.61%	10.79%	1.70%	3.15%	2.19%
% du Portefeuille brut allant aux services	4.68%	4.70%	0.94%	7.88%	4.89%	3.93%
% du Portefeuille brut allant à la consommation	3.86%	4.09%	9.79%	2.00%	0.98%	0.49%
% du Portefeuille brut allant au logement	4.88%	4.54%	16.15%	0.29%	0.00%	0.06%
% du Portefeuille brut allant à l'éducation	0.26%	0.32%	0.62%	0.11%	0.00%	0.12%
% du portefeuille concentré à Port-au-Prince	41.27%	40.63%	15.63%	58.68%	54.82%	40.29%
% du portefeuille dans les villes de province	46.79%	48.47%	72.74%	41.32%	31.04%	28.55%
% du portefeuille allant au monde rural	11.94%	10.81%	11.63%	0.00%	14.14%	31.16%
Nombre total de déposants (consolidé)	394,536	230,460	191,908	3,877	31,050	167,701
Nombre moyen de déposants par institution	4,932	2,955	2,999	969	4,436	33,540
% de déposants volontaires	85.43%	78.25%	89.00%	100.00%	48.02%	87.93%
Volume consolidé de dépôt	1,374,423,654	1,179,357,680	934,057,815	6,265,441	35,534,612	398,565,786
Volume moyen de dépôts par institution	17,180,296	15,119,970	14,594,653	1,566,360	5,076,373	79,713,157
Volume moyen de dépôts par déposant	3,484	5,117	4,867	1,616	1,144	2,377

3. ASPECTS MANAGÉRIAUX

La qualité de la gouvernance des IMF est analysée sur la base des critères suivants :

- L'existence des organes de gestion et de contrôle
- Une gestion administrative moderne
- L'utilisation d'outils appropriés de gestion financière
- La qualité du processus du crédit (credit process)

1. L'EXISTENCE D'ORGANE DE GESTION ET DE CONTROLE

Les IMF de l'enquête ont entre 2 et 4 niveaux de management (soit une moyenne de 3.1) elles sont pour la plupart dotées d'un conseil d'administration composé en moyenne de 7 membres qui se réunissent une fois par mois en vue de prendre les grandes décisions. Dans certains cas, les réunions se font jusqu'à 2 fois par mois. Le conseil d'administration est assisté le plus souvent d'un ensemble de comités (crédit, surveillance, finance, etc.). Si le nombre de comités varie d'une institution à une autre, plus de 90% des IMF (74/80) ont un conseil d'administration et 70% un comité de crédit.

i. Gestion Administrative

La qualité de la gestion administrative des IMF est appréciée à partir de l'existence d'une culture d'utilisation des techniques et outils modernes de gestion tel que: la planification stratégique, les procédures administratives et comptables, l'existence d'un manuel de personnel et des programmes de formation du personnel. Sur cette base, 75% des 80 IMF étudiées ont une gestion administrative pouvant être qualifiée de très bonne ou au moins de bonne, c'est-à-dire remplissant les 4 conditions ci-dessus, alors que 25% (20/80) ont une gestion insuffisante.

ii. Gestion Financière

La gestion financière est analysée selon la même approche que la gestion administrative. Les critères utilisés à ce niveau sont: l'utilisation d'un budget et l'existence de mécanisme de contrôle budgétaire, l'établissement des projections financières, l'évaluation périodique de la situation et de la performance financière de l'institution, la vérification externe régulière des états financiers. Il paraît que la principale faiblesse des IMF réside à ce niveau, vu que seules 22 des 80 IMF ont une gestion financière pouvant être taxées de très bonne ou de bonne, alors que 37 souffrent d'insuffisance évidente à ce niveau.

iii. La qualité du processus de crédit « Credit Process »

La qualité du « Credit Process » est analysée seulement sur la base de l'existence:

1. des politiques de crédit clairement définies (fixant notamment des limites ou des frontières en matière de crédit)
2. des procédures de crédit écrites et régulièrement révisées (fixant notamment le mode et le processus d'évaluation des demandes de crédit, et le processus d'approbation des dossiers)
3. l'existence d'un comité de crédit fonctionnel
4. un personnel de crédit formé

Sur cette base, 36 IMF ont un bon credit process, sinon acceptable, alors que celui des 44 autres est évidemment insuffisant ou questionnable.

TABLEAU 12: NOMBRE DE NIVEAUX DE MANGEMENT ET FONCTIONNALITE DES ORGANES DE GESTION

	#niveaux de management	# de réunions du CA/an	#membres du CA	#IMFs ayant un CA	#IMF ayant un comité de crédit	Effectif total d'IMFs
Type d'institution						
CEC	3.2	13.4	6.5	64	47	64
Banque	3.8	12.0	4.0	2	2	4
ONG	2.9	4.5	6.5	4	4	7
Autres	2.8	3.5	6.5	4	2	5
Ensemble de l'échantillon	3.1	12.3	6.4	74	55	80

TABLEAU 13: QUALITE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	insuffisante	Total
Type d'institution					
CEC	45	2	0	17	64
Banque	4	0	0	0	4
ONG	5	1	0	1	7
Autres	3	0	0	2	5
Ensemble du secteur	57	3	0	20	80
Pourcentage	71.25%	3.75%	0.00%	25.00%	100.00%

TABLEAU 14: QUALITE DE LA GESTION FINANCIERE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	insuffisante	Total
Type d'institution					
CEC	12	5	13	34	64
Banque	1	0	1	2	4
ONG	3	0	3	1	7
Autres	0	1	3	1	5
Total	16	6	20	38	80
Pourcentage	20.00%	7.50%	25.00%	47.50%	100.00%

TABLEAU 15: QUALITE DU "CREDIT PROCESS" DANS SON ENSEMBLE

	Bon	acceptable	Insuffisant	Questionnable	Total
Type d'institution					
CEC	14	10	12	28	64
Banque	2	2	0	0	4
ONG	4	1	2	0	7
Autres	3	0	1	1	5
Total	23	13	15	29	80
Pourcentage	28.75%	16.25%	18.75%	36.25%	100.00%

4. ASPECTS MARKETING

Sur le plan marketing, les IMF de l'échantillon sont analysées sur la base de deux variables : le produit-mix et la tarification

1. LE PRODUIT MIX

Le produit mix des IMF en Haïti ne se limite plus à des produits de crédit et d'épargne. Le secteur de la micro finance tend à se diversifier à la faveur de la nouvelle technologie de l'information et de communication. Les IMF offrent dans l'ensemble au moins cinq (5) autres produits et services tout en utilisant les technologies, dans certains cas, les plus modernes. A titre d'exemples : 19 IMF fournissent des services de change, 18 fournissent des services de chèque et 16, des services de coffre fort. D'un autre côté, 25 (32%) utilisent le téléphone portable pour le recouvrement de créances (messages « sms », e-mail) et 18 (23%) sont totalement informatisés. Le tableau 16 présente la situation un peu plus détaillée.

i. Tarification des prêts et des dépôts

Le taux d'intérêt offert par les IMF sur les ressources de la clientèle sont en moyenne plus élevé que ceux offerts par les banques mais le taux varie en fonction du type d'épargne (épargne volontaire vs épargne forcée). Le taux sur l'épargne volontaire varie de 2 à 6% l'an, soit une moyenne de 2.5%

En ce qui concerne les IMF non coopératives, la rémunération des dépôts (provenant essentiellement des déposants obligés) n'est pas généralisée.

L'ensemble des IMF adopte, au niveau des prêts, des pratiques de tarification créant de grands écarts entre le taux nominal et le taux effectif. En effet, le taux nominal dans le secteur varie de 2% à 5% le mois. Mais les frais de dossiers perçus en amont, les modalités de calcul des intérêts (flat dans la plupart des cas), la maturité des prêts (6 mois en moyenne) et l'obligation d'épargne parfois non rémunérée projettent le taux d'intérêt effectif à 73.81%. Ce taux effectif variant de 71 à 98% dépendant du type d'institution, reflète assez bien le niveau de risque dans le secteur, quand bien même il est caractérisé par une certaine progressivité à rebours (le taux est une fonction inverse de la durée du prêt, alors que ça devrait être tout le contraire).

TABLEAU 16: PRODUITS AUTRE QUE L'EPARGNE ET LE CREDIT OFFERTS PAR LES IMF EN HAÏTI – TARIFICATION DES CREDITS ET DES RESSOURCES

Marketing	Ensemble de l'échantillon		2007: type d'institution			
Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)	2007	2006	CEC	Banque	ONG	Autres
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	9	nd	6	0	0	3
# d'inst. offrant le service de change	19	nd	17	0	0	2
# d'inst. offrant le service d'assurance	4	nd	1	0	1	2
# d'inst. offrant le service de chèque	19	nd	18	0	1	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	16	nd	16	0	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	0	nd	0	0	0	0
Technologies utilisées						
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	2	nd	2	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	1	nd	1	0	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	26	nd	20	0	3	3
# d'inst. utilisant les services intercaisse	0	nd	0	0	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	3	nd	1	0	0	2
# d'inst. utilisant les services informatisés	19	nd	7	2	5	5
Pricing effectif						

Marketing	Ensemble de l'échantillon		2007: type d'institution			
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	73.81%	nd	70.90%	98.13%	84.12%	77.17%
Rémunération effective du passif	5.44%	3.85%	2.20%	7.35%	3.79%	7.09%

5. PERFORMANCE DES IMF ÉTUDIÉES

1. STRUCTURE FINANCIÈRE

Le ratio des fonds propres des IMF de l'enquête est 26.10% au 30 septembre 2007 et s'écarte positivement de celui de 2006 où il était à 25.45%. Ce ratio consolidé des 80 IMF de l'échantillon est donc nettement au-dessus du seuil d'admissibilité réglementaire établi à 15% (norme de la BRH) pour les caisses d'épargne et de crédit. A noter que les sous-secteurs des CEC, des banques et des ONG sont tous caractérisés par l'adéquation de leurs fonds propres, en maintenant un niveau compris entre 26 et 60% tandis que l'ensemble des autres types d'institutions (fondations, associations et autres) ont ensemble un niveau de capitalisation de 14.36%.

La structure du passif des IMF de l'étude est prédominée dans l'ensemble par des emprunts institutionnels (49%). Cette situation est due au fait que les institutions de plus grande taille (les filiales et satellites de banque) ne reçoivent pas, de manière autonome, des dépôts. Elles sont financées par des dotations à titre de prêt, de la maison mère. Par ailleurs, les ONG et les associations sont financées presque exclusivement par des emprunts contractés auprès du secteur bancaire et autres institutions nationales et internationales. A noter que la situation décrite ci-dessus n'a pas vraiment évolué de 2006 à 2007. Le ratio de capitalisation a progressé de moins d'un point de pourcentage, alors que le poids des dépôts par rapport à l'ensemble de passif a augmenté de 1.5 points.

2. PERFORMANCE FINANCIERE

La performance financière est analysée sur la base de l'autosuffisance opérationnelle et financière et de la rentabilité de l'investissement (ROA et ROE).

3. AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE ET FINANCIERE.

L'ensemble des IMF de l'étude affiche un coefficient d'autosuffisance opérationnelle de 1.16, en 2007 en baisse de 0.24 point par rapport à 2006 où il était de 1.40. Ce coefficient est au-dessus de son seuil d'acceptabilité établi à l'unité (1) et ce, pour tous les sous-secteurs à l'exception de celui des ONG qui affiche quand même un résultat à 95% du seuil d'admissibilité. En ce qui concerne l'autosuffisance financière, elle est passée de 0.99 en 2006 à 0.94 en 2007, conséquence de la détérioration des indicateurs d'efficacité opérationnelle mentionnée précédemment. A noter que le coefficient d'autosuffisance financière est en dessous de son seuil d'admissibilité pour tous les types d'institution, à l'exception des IMF classées dans la catégorie « Banque » (succursales, satellites et unités spécialisées de banques commerciales).

4. RENTABILITE DE L'ACTIF (ROA) ET DES FONDS PROPRES (ROE)

La rentabilité de l'investissement en termes d'actif est de 5.56% en 2007, soit 3.33 fois celui du secteur des banques commerciales (1.68%). En ce qui concerne la rentabilité des fonds propres (ROE), il est dans la fourchette de 20-21% soit 75% de celui des banques. Il s'agit là d'une performance comparative intéressante en raison de la faiblesse relative du coefficient de levier financier du secteur des IMF. En effet, le coefficient de levier financier des banques (actif /fonds propres) est 3.72 fois plus élevé que celui des IMF (14.27 vs 3.83). Autant dire que toutes choses étant égales par ailleurs, les IMF auraient réalisé,

avec le niveau de levier de banques commerciales, un ROE de 3 à 4 fois supérieur à celui réalisé actuellement. Force est, cependant, de constater une forte détérioration de la rentabilité du secteur des IMF en 2007 par rapport à 2006, en dépit de la performance remarquable des filiales et satellite bancaires.

Cette détérioration est attribuable à la dérive des frais généraux (baisse d'efficacité opérationnelle), insuffisamment compensée par l'augmentation de la productivité du personnel et l'amélioration de la marge d'intermédiation.

5. RENDEMENT BRUT ET MARGE D'INTERMEDIATION

Le rendement brut du portefeuille mesuré en rapportant les revenus bruts tirés des opérations de crédit au portefeuille brut moyen est passé de 47.61% en 2006 à 52.75% en 2007. Cette augmentation de plus de 5 points de pourcentage a pu compenser l'accroissement du coût moyen du passif qui est passé de 3.85% en 2006 à 5.44% en 2007. Il en est donc résulté une marge d'intermédiation confortable avec une tendance à la hausse (47.44% en 2007 vs 43.77% en 2006).

Le seul élément de préoccupation est le grand écart observé entre le taux d'intérêt effectivement chargé par les IMF (73.81%) et le taux de rendement brut du portefeuille (52.75%). Le rapport entre ces deux taux est de 72%, soit un écart de perceptions d'intérêt (différence entre les intérêts perçus et les intérêts facturés) de 28%. Ce qui suggère, à première vue, un taux de recouvrement brut relativement faible, ou un taux d'improductivité du portefeuille ou un portefeuille à risque plus élevé que ce qui a été déclaré (12.36% vs 28%). Cependant d'autres facteurs peuvent expliquer cet écart, dont :

- un volume important de prêts octroyé en fin d'exercice
- la pratique d'une comptabilisation des intérêts sur une base de caisse par bon nombre d'institutions
- un niveau élevé de prêts devenus réguliers à la faveur des restructurations ou des rééchelonnements
- un faible niveau de décaissement pour l'exercice ajouté à un volume important de prêts restructurés, entraînant des manques à gagner en frais de dossier et une baisse, par conséquent, du taux d'intérêt effectivement perçu.

6. EFFICIENCE OPERATIONNELLE

Une importante baisse d'efficacité a été enregistrée au cours de l'exercice 2006-2007 dans le secteur de la microfinance, où les dépenses opérationnelles sont passées à 40% du portefeuille brut (elles étaient à 26% en 2006) et les dépenses opérationnelles par agence ou succursale ont atteint 4.7 millions de gourdes, soit 1.7 fois leur niveau en 2006.

7. PRODUCTIVITE DU PERSONNEL

Avec 68 emprunteurs et 1.1 million de gourdes de portefeuille par employé en 2007, la productivité dans le secteur des IMF est encore faible, mais en amélioration remarquable par rapport à 2006 où chaque employé gérait 54 emprunteurs et un portefeuille de 0.97 million de gourdes. Mais cette amélioration est loin de pouvoir compenser la baisse d'efficacité administrative.

8. QUALITE DE L'ACTIF

La qualité de l'actif est analysée sous l'angle de la qualité du portefeuille, du taux de l'actif sujet à risque et du taux de l'actif générateur de revenus (actif productif par nature).

i. La qualité du portefeuille

Le portefeuille consolidé de 80 IMF analysées s'est légèrement détérioré en 2007 par rapport à 2006 avec un taux de portefeuille à risque passant de 11.26% à 12.38%. Ce portefeuille à risque est provisionné à 75.39% et 76.46% en 2007 et 2006 respectivement. Pendant cette période la qualité du portefeuille de l'ensemble du secteur bancaire haïtien varie en sens inverse de celui des IMF, passant de 11.14% et à 9.98%.

ii. Le taux de l'actif sujet à risque

Le taux de l'actif sujet à risque dans une optique prudentielle, est le total de l'actif pondéré en utilisant les coefficients de pondération risque établis par les autorités prudentielles. Si dans le secteur bancaire haïtien, ce taux est établi de 41.15% en 2007 et 39.75% en 2006 en raison de la forte liquidité bancaire, de l'importance grandissante des bons BRH dans la structure du bilan des banques et la bonne couverture des prêts par des garanties extrinsèques prudentiellement admissibles, dans le secteur de la micro finance c'est tout le contraire. Le portefeuille de prêts représente l'essentiel de l'actif ou des investissements, et la couverture des prêts par des garanties admissibles n'est pas de pratique courante dans le secteur. Ainsi, le taux de l'actif sujet à risque est de 77.50%. Ce qui suggère que dans une perspective prudentielle, le risque de crédit auquel s'exposent les IMF est 1.89 fois plus élevé que celui du secteur des banques commerciales.

iii. Taux d'actifs générateurs de revenus

Les ressources des IMF sont investies à 71.31% dans des actifs générateurs de revenus par nature, dont le portefeuille de crédit qui reçoit 65% de l'ensemble des ressources des 80 IMF de l'échantillon. Les placements productifs d'intérêt, de leur côté, représentant 8% de l'actif total. En ce qui concerne les actifs improductifs par nature (Encaisse, immobilisation, autre actif) ils comptent pour 27% du total, avec une certaine prédominance des liquidités (14% de l'actif). A noter que le niveau des liquidités est dû essentiellement aux CEC assujetties désormais aux obligations de réserves imposées par les autorités prudentielles.

6. APPORT SOCIO-ECONOMIQUE DIRECT

L'apport socio-économique direct des IMF étudiées est analysé sur la base des emplois directs créés, de la valeur ajoutée directe générée et des revenus de salaires distribués, notamment en milieux défavorisés.

1. EMPLOIS DIRECTS

Les 80 institutions étudiées emploient un total de 2,437 personnes dont 1,636 hommes et 801 femmes, percevant un salaire global de 496.8 millions de gourdes. A ces 2,437 emplois, il faut ajouter aussi le nombre d'emprunteurs, vu qu'en micro crédit le signataire est le premier et dans certains cas, le seul employé de l'entreprise. Autant dire que les IMF de l'échantillon sont génératrices d'un total de 166,319 emplois directs soit une moyenne de 2,091 emplois par institution. A noter que c'est par conservatisme que seul le nombre d'emprunteurs est ajouté au nombre d'emplois directs, vu que certaines micro entreprises bénéficiaires emploient d'autres personnes que le propriétaire.

2. VALEUR AJOUTEE GENERE ET REVENUS DE SALAIRES

La valeur ajoutée d'une institution financière est représentée par son produit net bancaire, c'est-à-dire la différence entre les revenus bruts perçus et les charges d'intérêts. En ce sens, les IMF de l'étude créent une valeur ajoutée directe (compte non tenu de la valeur ajoutée des bénéficiaires de crédit) de 1.4 milliards de gourdes. Un total de 0.5 milliard de cette valeur ajoutée (soit 35%) va en rémunération des

employées de ces IMF. Ce qui représente un revenu par employé de 203,843 gourdes, soit 7.2 fois le revenu per capita en Haïti en 2007, d'après les statistiques officielles et provisoires.

ENCADRE 2: SYNTHÈSE

Performance des institutions de microfinance

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2007 par type d'institution			
	2007	2006	CEC	Banque	ONG	Autres
Structure financière						
Ratio de capitalisation	26.10%	25.45%	25.45%	30.21%	59.83%	14.36%
Coefficient de levier financier	3.83	3.93	3.93	3.31	1.67	6.97
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	48.9%	49.8%	112.8%	0.6%	19.3%	58.2%
Rapport Dépôts/Total ressources	33.5%	32.7%	67.5%	0.5%	14.7%	36.2%
Ratio Dépôts/Total du passif	46.4%	44.9%	90.8%	0.7%	39.5%	44.8%
Endettement financier institutionnel	49.1%	49.1%	5.5%	92.2%	54.3%	52.6%
Performance financière						
ROA	5.56%	8.87%	5.26%	10.34%	-2.28%	1.40%
ROE	20.24%	32.51%	21.07%	35.80%	-3.43%	6.98%
Autosuffisance opérationnelle	1.16	1.40	1.	1.23	0.95	1.03
Autosuffisance financière	0.94	0.99	0.78	1.07	0.77	0.91
Marge et rendement						
Marge nette	13.71%	28.41%	28.48%	18.72%	-5.13%	2.94%
Taux de rendement brut de l'actif	40.59%	31.21%	18.45%	55.25%	44.40%	47.46%
Taux de rendement brut du portefeuille	52.75%	47.56%	25.93%	71.51%	104.43%	75.18%
Taux de rendement réel du portefeuille	41.44%	31.28%	16.60%	58.80%	89.29%	62.20%
Coût moyen des dettes	5.44%	3.85%	2.20%	7.35%	3.79%	7.09%
Marge brute d'intermédiation	47.31%	43.72%	23.73%	64.16%	100.65%	68.09%
Efficiences opérationnelles						
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	40.08%	26.18%	14.64%	44.73%	47.05%	62.68%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	19.19%	15.20%	6.24%	16.60%	31.54%	36.90%
Coût opérationnel par emprunteur	6,991	4,695	5,742	17,459	2,937	5,035
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.27	0.17	0.09	0.35	0.36	0.36
Coût opérationnel par agence	4,716,179	2,815,875	1,562,518	10,460,260	2,100,528	5,819,152
Productivité						
Nombre d'emprunteurs par employé	68	54	40	48	88	88
Portefeuille brut par employé	1,153,664	970,972	1,565,029	1,851,181	559,587	701,191
Nombre d'épargnants volontaires par employé	138	74	323	6	45	151
Volume d'épargne volontaire par employé	455,834	396,568	1,382,027	10,408	26,984	373,216
Qualité du portefeuille						
Pourcentage du portefeuille à risque	12.34%	11.26%	16.12%	11.49%	14.46%	8.58%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	75.39%	76.46%	49.09%	83.63%	129.76%	92.51%

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2007 par type d'institution			
	2007	2006	CEC	Banque	ONG	Autres
Taux de l'actif générateur de revenus	71.31%	73.51%	62.52%	82.56%	71.70%	68.25%
Performance socio-économique						
Revenus bruts générés par les IMF de l'échantillon	1,563,710,705	1,125,451,273	230,750,537	745,873,487	102,127,174	484,959,507
Valeur ajoutée directe	1,411,601,361	1,024,348,679	210,081,619	675,335,850	99,196,200	426,987,692
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	35.19%	35.12%	22.81%	25.87%	55.37%	51.34%
Valeur ajoutée directe par institution	17,645,017	13,132,675	3,282,525	168,833,962	14,170,886	85,397,538
Rémunération par employé	203,843	147,607	90,580	290,194	166,932	224,391
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays	7.2	6.3	3.2	10.2	5.9	7.9
Marketing						
Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)						
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	9	nd	6	0	0	3
# d'inst. offrant le service de change	19	nd	17	0	0	2
# d'inst. offrant le service d'assurance	4	nd	1	0	1	2
# d'inst. offrant le service de chèque	19	nd	18	0	1	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	16	nd	16	0	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	0	nd	0	0	0	0
Technologies utilisées						
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	2	nd	2	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	1	nd	1	0	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	26	nd	20	0	3	3
# d'inst. utilisant les services intercaisse	0	nd	0	0	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	3	nd	1	0	0	2
# d'inst. utilisant les services informatisés	19	nd	7	2	5	5
Pricing effectif						
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	73.81%		70.90%	98.13%	84.12%	77.17%
Rémunération effective du passif	5.44%	3.85%	2.20%	7.35%	3.79%	7.09%
Encadré2 (suite): Synthèse: Performance des institutions de microfinance						
Gouvernance et caractéristiques managériales						
Nombre de niveaux de management	3	nd	3	4	3	3
Nombre d'institutions ayant un CA	74	nd	64	2	4	4
Nombre d'institutions ayant un comité de crédit	55	nd	47	2	4	2
Nombre de réunions du CA par années	12	nd	13	12	5	4
Nombre de membres du CA	6	nd	6	4	7	7
Qualité du système de gestion administrative						

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2007 par type d'institution			
	2007	2006	CEC	Banque	ONG	Autres
Très bonne (nombre d'institutions)	57/80	nd	45/64	4/4	5/7	3/5
Bonne	3/80	nd	2/64	0/4	1/7	0/5
Moyenne	0/80	nd	0/64	0/4	0/7	0/5
Nécessitant des profondes améliorations	20/80	nd	17/64	0/4	1/7	2/5
Qualité du système de gestion financière						
Très bonne (nombre d'institutions)	16/80	nd	12/64	1/4	3/7	0/5
Bonne	6/80	nd	5/64	0/4	0/7	1/5
Moyenne	20/80	nd	13/64	1/4	3/7	3/5
Nécessitant des profondes améliorations	38/80	nd	34/64	2/4	1/7	1/5
Qualité du "credit process" dans son ensemble						
Bon	23/80	nd	14/64	2/4	4/7	3/5
Acceptable	13/80	nd	10/64	2/4	1/7	0/5
Insuffisant	15/80	nd	12/64	0/4	2/7	1/5
Questionnable	29/80	nd	28/64	0/4	0/7	1/5

V. ANALYSE INFERENCELLE

Il s'agit maintenant d'inférer les données de l'échantillon à la population totale des IMF formelles. Cette analyse se fait en trois (3) étapes.

- La première étape consiste à identifier les indicateurs au niveau desquels nous estimons la taille du marché ou du secteur de la microfinance.
- La deuxième étape consiste à calculer les résultats moyens de l'échantillon pour chacun des indicateurs, et pour chaque sous-population
- Dans la troisième étape, les résultats moyens des indicateurs sont multipliés par la sous population correspondante avant leur sommation.

1. LES INDICATEURS QUANTITATIFS DU MARCHE RETENUS

Le marché formel de la micro finance (marché actuel) sera quantifié sur la base des indicateurs suivants :

- L'actif total ou la taille du bilan consolidé
- Le portefeuille brut et le nombre d'emprunteurs
- Le volume d'épargne et le nombre d'épargnants
- Les revenus bruts générés par le secteur
- Les bénéfices générés
- Le nombre d'emplois créés ou garantis
- La valeur ajoutée directe.

2. LES CHIFFRES MOYENS DE L'ÉCHANTILLON AU NIVEAU DES INDICATEURS RETENUS

Les chiffres moyens font l'objet de l'encadré 3. A remarquer qu'un chiffre moyen est calculé pour chaque type institution de l'échantillon et que les caisses d'épargne et de crédit sont éclatées en quatre sous-populations : les grandes caisses (type 1), les moyennes caisses bénéficiaires d'encadrement technique (type 2), les caisses non encadrées (type 3), les petites caisses du Nord-Ouest encadrées par KNFP (type 4).

Cette approche est justifiée par l'hétérogénéité du sous-secteur, associée au caractère non aléatoire de l'échantillon. En effet, une moyenne générale basée sur un échantillon non aléatoire de caisses d'épargne de crédit risquerait d'être non représentative de la sous-population. En témoigne le grand écart existant entre les chiffres moyens enregistrés au niveau de différents types de caisse.

3. ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS CRITERES

L'encadré 4 présente d'abord l'effectif total des différentes strates de la population d'IMF, ensuite la taille du marché par strate selon différents critères et enfin, la taille globale du marché.

1. TAILLE ET REPARTITION DU MARCHÉ EN TERMES D'ACTIF, DE PORTEFEUILLE ET D'ÉPARGNE.

L'actif total du secteur formel de la micro finance est de 5.6 milliards de gourdes au 30 septembre 2007, repartis entre 196 institutions regroupées en quatre catégories (CEC, IMF affiliées aux banques, ONG, et autres). Les IMF affiliées aux banques qui sont actuellement au nombre de 4 contrôlent 24.5% de l'actif total du secteur.

Le portefeuille brut du secteur est estimé à 3.8 milliards de gourdes, pour 239,474 emprunteurs environ. En ce qui concerne l'épargne, le secteur a en collecté au 30 septembre 2007, 2.24 milliards de gourdes auprès de 687,000 déposants environ. Comme le montre le tableau 17, le portefeuille et l'épargne n'ont pas forcément la même structure par type d'institution. Les CEC qui sont au nombre de 175 contrôlent 38.42% du portefeuille et 72,63% des dépôts. Alors que les quatre (4) IMF liées aux banques contrôlent 29.37% du portefeuille.

Il paraît que si les CEC sont responsables du niveau élevé des déposants, la responsabilité du grand nombre des emprunteurs est attribuable aux IMF classées dans la catégorie « Autres » (Fondations/Associations/Autres), lesquelles comptent un peu plus de 50% de l'effectif des emprunteurs du secteur.

TABLEAU 17: STRUCTURE DU SECTEUR EN 2007

Volume (en HTG)				
Type d'IMF	Portefeuille	%	Dépôts	%
CEC	1,457,982,290	38.42%	1,631,866,840	72.63%
Banques	1,114,410,728	29.37%	6,265,441	0.28%
ONG	263,006,007	6.93%	50,763,732	2.26%
Autres	959,089,342	25.28%	557,992,100	24.83%
Total	3,794,488,366	100.00%	2,246,888,113	100.00%
Effectif				
Type d'IMF	#emprunteurs	%	#déposants	%
CEC	49,297	20.59%	404,090	58.81%
Banque	28,782	12.02%	3,877	0.56%
ONG	41,506	17.33%	44,357	6.46%
Autres	119,889	50.06%	234,781	34.17%
Total	239,474	100.00%	687,106	100.00%

2. REVENUS BRUT GÉNÉRÉS ET PROFITS RÉALISÉS

Le secteur génère pour l'exercice 2006 - 2007 des revenus bruts annuels de 2.0 milliards de gourdes et un profit avant impôt de 244.5 millions. Le tableau 19 présente le compte d'exploitation consolidé et simplifié du secteur.

3. VALEUR AJOUTÉE ET EMPLOIS

Le secteur de la microfinance (composante formelle) génère annuellement une valeur ajoutée directe de 1.8 milliards de gourdes, soit 0.72% du PIB. Il emploie directement 3,648 personnes. Ainsi, lorsqu'on compte les 239,474 emprunteurs, on peut évaluer le nombre d'emplois créés et/ou stabilisés à 243,122.

ENCADRE 3: ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS CRITERES

Les chiffres moyens de l'échantillon par IMF

	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres
Nombre de déposants	11,439	2,505	1,530	118	969	4,436	33,540
Nombre de déposants volontaires	10,342	2,243	1,315	17	969	2,130	29,491
Nombre de déposés obligés	1,096	262	215	101	-	2,306	4,049
Nombre d'emprunteurs	1,096	248	225	140	7,196	4,151	17,127
Hommes	592	152	110	77	2,917	1,018	1,469
Femmes	503	96	115	63	4,279	3,132	15,658
Volume de dépôts	66,624,058	9,945,980	3,848,575	336,050	1,566,360	5,076,373	79,713,157
Volume de dépôts volontaires	51,883,312	7,895,869	2,922,035	204,255	1,566,360	1,268,230	72,926,469
Volume de dépôts obligatoires	14,740,747	2,050,112	926,541	131,795	-	3,808,143	6,786,688
Portefeuille brut	56,308,883	9,129,438	3,604,976	915,436	278,602,682	26,300,601	137,012,763
Actif total	99,665,838	14,296,761	5,038,757	859,096	343,005,218	34,609,600	219,955,090
Revenus bruts	16,998,475	2,166,778	1,000,725	254,989	186,468,372	14,589,596	96,991,901
Bénéfice net	5,394,752	559,512	34,155	(20,935)	34,899,401	(748,331)	2,851,900
Apport socio-économique							
Nombre d'emplois directs	25	7	5	2	151	47	195
Valeur ajoutée	15,500,594	1,986,001	950,886	183,607	168,833,962	14,170,886	85,397,538

ENCADRE 4: CALCUL DE TAILLE DU MARCHE A PARTIR DES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON ET DE LA POPULATION TOTALE

Population totale d'IMFs	12	44	101	18	4	10	7	196
Calcul de la taille du marché	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
Nombre de déposants	137,264	110,216	154,480	2,131	3,877	44,357	234,781	687,106
Nombre de déposants volontaires	124,109	98,671	132,781	306	3,877	21,299	206,440	587,483
Nombre de déposés obligés	13,155	11,545	21,698	1,825	-	23,059	28,342	99,623
Nombre d'emprunteurs	13,149	10,911	22,725	2,512	28,782	41,506	119,889	239,474
Hommes	7,108	6,675	11,127	1,379	11,668	10,183	10,283	58,423
Femmes	6,041	4,235	11,598	1,133	17,114	31,323	109,606	181,051
Volume de dépôts	799,488,701	437,623,130	388,706,109	6,048,900	6,265,441	50,763,732	557,992,100	2,246,888,113
Volume de dépôts volontaires	622,599,742	347,418,216	295,125,511	3,676,592	6,265,441	12,682,297	510,485,281	1,798,253,081
Volume de dépôts obligatoires	176,888,958	90,204,914	93,580,598	2,372,308	-	38,081,434	47,506,819	448,635,032
Portefeuille brut	675,706,597	401,695,274	364,102,567	16,477,851	1,114,410,728	263,006,007	959,089,342	3,794,488,366
Actif total	1,195,990,055	629,057,505	508,914,455	15,463,735	1,372,020,870	346,095,998	1,539,685,633	5,607,228,251
Revenus bruts	203,981,705	95,338,227	101,073,243	4,589,793	745,873,487	145,895,963	678,943,309	1,975,695,727
Bénéfice net	64,737,021	24,618,517	3,449,658	(376,826)	139,597,604	(7,483,312)	19,963,297	244,505,958
Apport socio-économique								
Nombre d'emplois directs	303	329	539	38	602	470	1,368	3,648
Valeur ajoutée directe	186,007,130	87,384,030	96,039,482	3,304,934	675,335,850	141,708,858	597,782,768	1,787,563,053

VI. ANALYSE COMPARATIVE

Cette analyse a pour objectif de comparer : a) les résultats consolidés du secteur de la microfinance, trouvés à partir de l'analyse inférentielle avec ceux de l'échantillon ; b) les données du secteur en 2007 par rapport à celles des années antérieures ; c) la performance du secteur de la microfinance avec celle du secteur bancaire (les banques commerciales et de logement traditionnelles)

1. COMPARAISON DES RESULTATS DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DE L'ECHANTILLON.

Une telle comparaison a pour utilité de déterminer le poids réel de l'échantillon par rapport à la population totale d'IMF. Ce qui permettra éventuellement aux lecteurs de faire d'autres estimations à partir des données présentées dans les différents tableaux mais ne faisant pas l'objet d'analyse approfondie de notre part. Le tableau 18 suivant montre que si l'échantillon représente 40.82% de la population d'IMF, les institutions qui le composent contrôlent cependant 74% du portefeuille brut consolidé, 73% de la taille du bilan, 61% du volume des dépôts, etc....

TABLEAU 18 : POIDS DE L'ECHANTILLON PAR RAPPORT AU SECTEUR

	Secteur IMF	Echantillon	Pourcentage
Nombre d'institutions	196	80	40.82%
Nombre d'emprunteurs	239,474	164,882	68.85%
Nombre de déposants	687,106	394,536	57.42%
Taille du bilan	5,607,228,251	4,099,951,945	73.12%
Portefeuille brut	3,794,488,366	2,811,478,982	74.09%
Volume de dépôts	2,246,888,113	1,374,423,654	61.17%

2. COMPARAISON DES RESULTATS DE 2007 DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DES ANNEES ANTERIEURES.

La collecte des données pour la présente étude a porté sur deux (2) années consécutives (2006 et 2007). Les données de 2006 ont fait l'objet du même traitement que celles de 2007 et les résultats, au fur et à mesure de notre analyse, font l'objet de comparaison avec ceux de 2007, notamment au niveau des ratios de performance financière et opérationnelle. Il s'agit maintenant d'analyser l'évolution de la taille du secteur en 2004, 2006 et 2007, selon différents indicateurs y relatifs. A noter que la taille du marché de 2005 a été calculée sur la base que l'échantillon utilisé représentait effectivement 80% de l'ensemble du secteur. Le tableau 18a suivant présente le résultat de la comparaison temporelle des données du secteur de la microfinance en Haïti.

TABLEAU 18A: RAPPROCHEMENT DE 2004, 2006 ET 2007

	2007	2006	2004	Taux de croissance 2006 à 2007	Taux de croissance annuel 2004-2006
Nombre d'emprunteurs	239,474	191,649	102,554	24.95%	36.70%
Nombre de déposants	687,106	401,359	366,100	71.20%	4.70%
Taille du bilan	5,607,228,251	4,931,943,557	ND	13.69%	ND
Portefeuille brut	3,794,488,366	3,193,600,952	1,812,721,260	18.82%	32.73%
Volume de dépôts	2,246,888,113	1,927,997,052	998,450,666	16.54%	38.96%

3. COMPARAISON DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC LE SECTEUR BANCAIRE

Il convient maintenant de comparer les indicateurs de performance du secteur de la microfinance avec ceux du secteur bancaire. Les résultats de cette analyse comparative présentés au tableau 19, indiquent que si la taille du bilan du secteur de la microfinance est de 7% de celle du système bancaire, le portefeuille brut en représente, par contre, jusqu'à 15%. Mais les écarts les plus frappants sont enregistrés au niveau des effectifs, avec le nombre d'emprunteurs du secteur de la microfinance qui est plus de 6 fois celui des banques et un nombre déposants qui atteint plus (38%) des clients créditeurs du secteur bancaire. De plus, il est intéressant de constater que les IMF créent presque autant d'emplois directs que les banques, en dépit de l'écart de taille de bilan.

TABLEAU 19: ETATS DES RESULTATS CONSOLIDES: EXERCICE 2006-2007

(Analyse comparative)

	Echantillon de l'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
Revenus bruts	(En 000 Gourdes)		
Revenus de crédit	1,365,706	1,695,638	3,373,366
Revenus de placements	34,752	44,424	1,889,636
Autres revenus	163,252	235,634	2,173,538
Total revenus bruts	1,563,711	1,975,696	7,436,541
Dépenses d'intérêt	152,109	188,133	1,619,721
Produit Net Bancaire	1,411,601	1,787,563	5,816,820
Charges d'exploitation			
Frais du personnel	496,764	654,787	1,618,882
Autres charges	540,795	666,084	2,628,102
Total charges d'exploitation	1,037,559	1,320,871	4,246,984
Résultat avant provision	374,042	466,693	1,569,836
Provisions pour pertes de l'exercice	159,698	222,187	38,482
Résultats avant impôt	214,345	244,506	1,531,354

TABLE 19A: BILAN CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2007**(Analyse comparative)**

	Echantillon de l'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
Actif	(en 000 Gourdes)		
Encaisse	608,255	912,025	28,066,536
Placements et assimilés	372,852	489,460	21,136,964
Portefeuille net	2,549,962	3,436,585	22,564,576
Immobilisations nettes	288,819	388,289	4,425,368
Autres actifs	278,947	379,284	3,570,813
Total actif	4,098,835	5,605,643	79,764,257
Passif et fonds propres			
Dépôts	1,374,424	2,243,864	66,030,665
Autres dettes	1,590,354	1,857,162	8,145,096
Total passifs	2,964,777	4,101,025	74,175,761
Fonds propres	1,134,058	1,504,618	5,588,496
Total passif et fonds propres	4,098,835	5,605,643	79,764,257

TABLEAU 19A: LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

Les Hors Bilans	Echantillon de l'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
Ajustement requis (autres actifs)	0	(0)	0
Total actif brut	4,638,522	6,293,333	81,869,478
Portefeuille brut	2,811,479	3,794,488	24,669,797
Provision pour créances douteuses	261,517	357,903	2,105,221
Portefeuille de crédit échu	346,881	478,394	2,461,089
Nombre de prêts	164,882	239,474	38,804
Nombre de dépôts	394,536	687,106	1,799,681
Nombre de succursales	220	336	133
PAP	59	90	80
Province	161	246	53
Nombre d'employés	2437	3,648	4,063
Actif bilan et hors bilan	4,360,353	5,963,546	81,301,000
Actif équivalent risque (ou pondéré)	3,379,245	4,562,062	33,457,200
Coefficient risque de l'actif	0.77	0.76	0.41
Fonds propres (base réglementaire)	1,134,058	1,504,618	6,370,800
Ratio des fonds propres (base réglementaire)	33.56%	32.98%	19.04%
Seuil d'admissibilité des fonds propres	15%	15%	12%

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de la présente étude confirment que la microfinance n'est plus une activité marginale en Haïti, mais une discipline à part entière, une branche de la finance globale avec ses deux (2) principaux domaines : les services financiers et la microfinance managériale.

Aujourd'hui les IMF fournissent la plupart des services offerts par les institutions financières traditionnelles, dont les services de chèque, de change de transfert de fonds, de coffre-fort, de dépôts et de crédit. Elles utilisent, dans beaucoup de cas, les technologies les plus modernes dans la livraison de ces services. Le secteur de la microfinance s'impose aussi par sa taille grandissante dans le paysage financier haïtien. Au 30/09/07, la taille consolidée du bilan est de 5.6 milliards de gourdes soit 7% de celle de l'ensemble du secteur bancaire. Son portefeuille consolidé de 3.8 milliards de gourdes n'en représente pas moins de 15%, pour 6 fois plus d'emprunteurs. Par ailleurs, le secteur offre à 687,000 personnes (épargnants) la possibilité de sécuriser et/ou de rentabiliser leurs avoirs. S'il est vrai que le secteur bancaire traditionnel fait 2.6 fois mieux en termes de nombre de déposants, il n'en est pas moins vrai que ce chiffre de déposants du secteur de la microfinance dépassant largement celui des emprunteurs du secteur, est le témoignage de la confiance du public dans les IMF et que les déposants ne sont pas des personnes uniquement motivées par l'obtention d'un prêt. Est encore plus encourageante l'évolution de la taille du secteur (selon différents critères) d'une année à une autre. En effet, de 2004 à 2007 tous les indicateurs de taille de la microfinance ont favorablement plus que doublé, ce qui donne un taux de croissance moyen annuel de plus de 41.4%. La situation n'est pas différente pour les indicateurs de performance financière et opérationnelle qui, à part les coefficients d'efficience administrative, s'écartent favorablement de leur niveau de 2006. L'apport direct de la microfinance au revenu national, à la répartition des richesses et à la réduction de la pauvreté par la génération de revenus en milieux défavorisés est également loin d'être négligeable. En effet, il y a autant de personnes qui travaillent dans le secteur de la microfinance que dans le secteur bancaire formel (4,000 environ). De plus, les 239,500 micro-emprunteurs peuvent être aussi considérés comme des détenteurs d'emplois générés directement par la microfinance, en raison des relations de proximité existant entre les IMF et leurs débiteurs et l'unicité de la source de financement de ces derniers. Le secteur de la microfinance étudié génère annuellement une valeur ajoutée directe de 1.8 milliards de gourdes dont 35% vont à la rémunération du facteur travail (salaire). Ce qui permet aux travailleurs affectés à la livraison des services micro-financiers de percevoir des revenus annuels représentant plus de 7.2 fois la moyenne nationale. En ce qui concerne la valeur ajoutée indirecte, c'est-à-dire celle créée par les bénéficiaires de services de microfinance, il n'a pas été possible de la mesurer avec précision. Contentons-nous de rappeler que les bénéficiaires de la microfinance font partie du secteur qui contribue à plus de 60% du PIB national. Si l'enquête est riche en renseignements, elle comporte cependant certaines limites dont la divulgation est de nature à faciliter l'orientation des actions amélioratives futures de la part d'autres chercheurs.

- La première limite réside dans la taille de l'échantillon et le mode d'échantillonnage retenus pour la strate des caisses populaires non affiliées et non encadrées. Il s'agit d'un échantillon de six (6) caisses choisies par convenance sur une population d'une centaine environ, alors que 58 des 74 caisses encadrées ont été retenues. La recherche à l'avenir de plus de précision dans l'évaluation de taille du

marché des CEC et du marché global devra passer par l'agrandissement de l'échantillon à ce niveau et/ou l'amélioration de la technique d'échantillonnage au niveau de ces CEC non encadrées et non affiliées. Force est cependant d'admettre que ce ne sera pas une tâche facile.

- La deuxième limite vient du fait que l'étude porte seulement sur la composante formelle du secteur de la microfinance. Les activités des tontines, des prêteurs individuels et d'autres acteurs informels de la microfinance n'étaient pas l'objectif de cette étude.
- La troisième limite consiste dans la concentration de l'étude sur le marché (demande) actuel de la micro-épargne et du microcrédit et l'ignorance des non-utilisateurs relatifs des services de microfinance surtout en termes de crédit. Par exemple, les micro et petites unités de production urbaines n'ont pas accès au service de microcrédit, ni au crédit bancaire formel pour des raisons qui tiennent à leur taille et à la nature de leurs besoins. Une étude du PNUD (mission inter-agences 1994) avait évalué les besoins de crédit de ce sous-secteur à 40 millions de dollars américains par an d'une maturité moyenne de 5 ans. Le portefeuille courant maximum que peut atteindre ce sous-secteur à partir de tels chiffres est de 100 millions de dollars américains, soit 4 milliards de gourdes. Un autre secteur représentant un marché potentiel pour la microfinance, encore ignoré par ce dernier est le secteur agricole. L'évaluation des besoins de crédit agricole déborde le cadre de cette étude. Mais une simple analyse des besoins de la Vallée de l'Artibonite en crédit campagne donne une idée de l'ampleur des besoins globaux du secteur agricole. En effet, le coût d'exploitation d'un hectare de terre en riz est de 20,000 gourdes en moyenne. Dans l'hypothèse d'un financement externe à 70%, le marché potentiel du crédit campagne dans la Vallée (pour le riz seulement) peut être estimé à 14,000 gourdes par ha, soit 2.8 milliards de gourdes pour les 20,000 hectares inventoriés dans la Vallée.

Ainsi rien qu'en ajoutant les micro-entreprises urbaines de production et les rizières de l'Artibonite, le marché potentiel de microcrédit passe à 10.4 milliards de gourdes contre 3.6 milliards du marché actuel. Il est donc facile d'imaginer la taille d'un tel marché lorsqu'on ajoute d'autres cultures comme les légumes, la banane, le café, les fruits, la canne, l'igname, et d'autres activités comme la pêche et l'aquaculture, l'élevage, pour ne citer que ces filières.

L'extension du marché actuel de microcrédit pour inclure ces filières et d'autres, impliquera plus de risque pour les IMF et nécessitera l'élargissement de la gamme de produits de crédit pour inclure le crédit à moyen terme, le crédit campagne, le leasing financier, pour ne citer que ceux-là. Cela exposera les IMF à d'autres types de risques nécessitant une autre approche managériale, et des ressources techniques, financières et humaines beaucoup plus importantes quantitativement et qualitativement que celles disponibles actuellement.

Cette intensification future des activités de crédit des IMF nécessitera également une surveillance plus efficace de la part des autorités de régulation en l'occurrence la BRH, responsable de la protection des avoirs des épargnants, du contrôle des opérations de crédit sur le territoire et de l'intégrité du système financier. Cependant, les acteurs de la microfinance doivent s'assurer, à priori, de la conformité du cadre réglementaire de la microfinance avec leur réalité interne et externe, afin que les IMF ne soient pas vues par le régulateur comme des « banques commerciales de petite taille », dans le traitement prudentiel de leurs opérations. Ils devront obtenir de la BRH le droit ou la possibilité de commenter ou de faire valoir leurs opinions sur les normes prudentielles concernant le secteur avant leur entrée en vigueur. Le renforcement de leur pouvoir de négociation à travers la maîtrise du sujet par leurs représentants constituera un atout important à cet effet. Ainsi, l'encadrement technique externe ou interne de la microfinance devra prendre dans un avenir proche la forme d'assistance dans la conception de nouveaux

produits de crédit, la maîtrise du cadre légal et réglementaire, le renforcement de la capacité des ressources humaines en termes d'analyse de microprojets et de gestion des risques de crédit, une révision en profondeur du « credit process » et la standardisation des indicateurs de performances opérationnelle, financière et socio-économique dans une optique tant prudentielle que de bonne gouvernance.

VII. ANNEXES

1. OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS

Cette partie du rapport procède à la définition des principaux concepts et présentent de manière détaillée, dans certains cas, les techniques et approches utilisées pour mesurer les variables quantitatives, notamment les variables agrégées. Une synthèse des formules de calculs que nous utilisons dans le cadre de la préparation de ce rapport est présentée à la fin de ce chapitre

1. QUALITE DE L'ACTIF

Elle est déterminée par la probabilité de recouvrement des prêts. Cinq (5) mesures de la qualité du portefeuille ont été adoptées :

- a. Le portefeuille à risque
- b. Le taux de recouvrement historique (qualité 2)
- c. Le portefeuille sujet à risque
- d. Le coefficient de risque de l'actif
- e. Le taux de l'actif productif par nature

2. PORTEFEUILLE A RISQUE

C'est un indicateur de la qualité du portefeuille qui mesure le pourcentage du portefeuille brut sur lequel il y a des retards de paiement de plus de 30 jours Il est égal à la somme des prêts (principal) dont les bénéficiaires ont un ou plusieurs paiements en retard divisé par le portefeuille brut total

Portefeuille à risque = Total des prêts affecté par des retards / Total portefeuille brut

3. TAUX DE REMBOURSEMENT

Il s'agit un second indicateur de la qualité du portefeuille. Il mesure le montant des recouvrements reçus par l'institution pour chaque 100 gourdes de prêts octroyés. Il comprend trois (3) variantes :

- Le taux de recouvrement net (TRN) qui est le rapport entre les recouvrements attendus et effectivement reçus au cours d'une période (recouvrements courants) et le total de recouvrements attendus durant la même période.
- Le taux de recouvrement brut (TRB) qui est le rapport entre les recouvrements reçus au cours d'une période (courant+arriérés) et le total des recouvrements attendus durant la même période.
- Le taux de recouvrement cumulé (TRC) qui est le rapport entre les recouvrements de l'institution relatifs aux prêts échus, cumulés sur une longue période et le montant cumulatif de ces derniers..

TRB = (Recouvrements courants + Arriérés recouverts) / Montant attendu

TRN = Recouvrement courant / Montant attendu

TRC = $\frac{\text{Montant cumulé des recouvrements des prêts échus sur une longue période}}{\text{Montant cumulatif des échus cumulés sur la période}}$

4. POLITIQUE DE CREDIT

Elle est déterminée par les conditions de crédit, le taux d'intérêt, la durée des prêts, les garanties, les autres coûts, les montants minimum et maximum.

i. Taux d'intérêt nominal

Taux d'intérêt stipulé dans le contrat de prêt. Dans le domaine du microcrédit, il est exprimé en pourcentage mensuel.

ii. Intérêt dégressif

Un intérêt calculé sur le solde du prêt en début de période

iii. Intérêt linéaire (flat)

Un intérêt calculé sur le montant original du prêt pendant toute la durée de ce dernier.

iv. Taux d'intérêt effectif annuel

Le taux d'intérêt effectivement payé par l'emprunteur calculé sur une base annuelle et prenant en compte les conditions dont est assorti le prêt, tel que les frais de dossiers, les modalités de perception des intérêts (d'avance, flat, à échéance, dégressif), l'épargne forcée ou solde compensateur, etc.)

Le taux effectif annuel est donc le taux annualisé pour lequel la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur (service de la dette) est égale au montant net effectivement décaissé par le prêteur. Le calcul du taux effectif annuel se fait en 5 étapes.

1. Calculer le montant effectivement décaissé par le prêteur. Ce montant est la différence entre le montant nominal du prêt et les prélèvements effectués en amont par le prêteur (frais de dossiers, intérêt d'avance, épargne forcée)
2. Calculer les remboursements périodiques de l'emprunteur (service de la dette conformément au contrat)
3. Déduire l'épargne forcée du dernier remboursement
4. Faire sous forme de tableau le résumé des cash-flows nets, à compter du temps zéro (date de décaissement du prêt) au temps t (date du dernier remboursement)
5. Calculer le taux d'actualisation qui annule la différence entre la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur et le décaissement net du prêteur.

A noter qu'en raison de l'expression des intérêts, frais de dossiers, et de l'épargne forcée en pourcentage du montant du prêt, ce dernier n'affecte pas le taux d'intérêt effectif. Ainsi ce taux peut être calculé selon plusieurs conditions de crédit en tenant compte d'un prêt hypothétique de 100 unités monétaires (montant nominal)

v. Épargne forcée ou obligatoire

Il s'agit d'une obligation faite à l'emprunteur de laisser dans un compte bloqué auprès du prêteur une fraction (ou pourcentage) du montant du prêt, ou d'accumuler préalablement dans un compte d'épargne une fraction du montant du prêt sollicité.

vi. Frais de dossier

Ils représentent un prélèvement effectué en amont par le prêteur sur le montant du prêt. Ils sont exprimés en pourcentage du montant nominal du prêt.

vii. **Durée des prêts**

Elle est mesurée par le délai accordé aux débiteurs pour rembourser le prêt. Elle est exprimée en mois.

5. STRUCTURE FINANCIERE

La structure financière est déterminée par le poids des différents types de capitaux dans l'ensemble des ressources totales de l'institution. Au niveau primaire, elle est la répartition des capitaux entre les dettes et les fonds propres. Au niveau secondaire, il peut être la répartition des dettes totales entre les ressources-clientèle (les dépôts) et les emprunts institutionnels (structure de l'endettement global).

6. PERFORMANCE FINANCIERE

Elle est mesurée par les coefficients d'autosuffisance opérationnelle et financière et par la rentabilité de l'investissement. Les coefficients d'autosuffisance doivent être supérieurs à 1, pour être admissibles. A noter que la performance financière des IMF dépend de l'aptitude de ces dernières à contrôler les marges, à favoriser une certaine efficacité administrative, à garantir un niveau adéquat de productivité du personnel et du réseau, à maintenir la bonne qualité du portefeuille.

i. Coefficient d'autosuffisance opérationnelle (CASO ou OSS)

C'est la capacité de l'institution à couvrir ses coûts opérationnels et financiers actuels à partir des revenus autogénérés. Il représente le rapport entre l'ensemble des revenus bruts (intérêts, frais de dossiers, commissions, etc..) et les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût effectif des fonds empruntés.

CASO = Revenus bruts d'exploitation / Charges et pertes

ii. Coefficient d'autosuffisance financière (CASF ou FSS)

Ce ratio mesure la capacité de l'institution à couvrir ses coûts récurrents, dans l'hypothèse d'absence de subvention de ses coûts opérationnels et d'obtention de l'ensemble de ses ressources financières aux conditions du marché. Il s'agit donc de déterminer la proportion dans laquelle l'institution arrive à couvrir à partir des revenus auto générées les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût normatif de ses fonds. Contrairement au coût des fonds externes qui est calculé seulement sur les fonds empruntés, le coût normatif des fonds est calculé sur l'ensemble des ressources de l'institution.

ASF = Revenus bruts d'exploit. ajustés / (Charges opér. ajustées + pertes + coût des fonds au prix du marché)

Aux fins de calculs du CASO ou FSS, le taux de base bancaire (prime rate) a été retenu comme coût au marché (coût relatif) des ressources financières des IMF.

iii. La marge d'intermédiation

C'est la différence entre le rendement tiré des investissements et le coût des fonds utilisés dans le financement de ces investissements. Il en existe plusieurs variantes : a) la marge d'intermédiation nominale est la différence entre le taux d'intérêt moyen effectivement facturé et le coût moyen nominal des fonds ; b) la marge d'intermédiation brute est la différence entre le taux de rendement brut du portefeuille et le coût moyen effectif des fonds.

iv. Efficacité administrative

L'efficacité administrative est déterminée par la capacité de l'IMF à maîtriser ses coûts opérationnels, en les maintenant à un niveau raisonnable en pourcentage du portefeuille, ou par agence ou succursale. En

effet, un niveau élevé des coûts opérationnels exprimés en pourcentage du portefeuille brut obligera l'IMF à charger des taux d'intérêt excessifs pour assurer l'équilibre opérationnel et financier.

7. PRODUCTIVITE

La productivité s'entend de la performance des ressources humaines et matérielles dont dispose l'IMF. Le nombre d'emprunteurs, de déposants, le volume de crédit par employé et par succursale sont les principaux critères de productivité retenus en microfinance.

i. Productivité du personnel

Elle est mesurée par le nombre de prêts par employé ou par agent de crédit. Le montant du portefeuille géré par employé est une autre mesure de l'efficacité du personnel.

ii. Productivité du réseau

Elle est mesurée par le nombre ou le volume de prêts géré par succursale ou agence.

8. METHODOLOGIE DE CREDIT

i. Crédit individuel

Cette méthodologie est celle dans laquelle le crédit est accordé à un individu qui en assume seule la responsabilité directement auprès de l'institution créancière. C'est cette méthodologie de crédit qu'utilisent essentiellement les Caisses d'Épargne et de Crédit et les filiales et satellites de banques commerciales. Cependant, contrairement aux pratiques des autres IMF, il faut être détenteur au moins d'une part sociale de la CEC pour être éligible à un bénéficiaire de son crédit.

ii. Banque communautaire (BC)

Selon cette méthodologie, l'IMF octroie un prêt global à un regroupement de 20 à 35 individus baptisé «Banque Communautaire». Cette dernière est responsable de la répartition des ressources du prêt entre ses membres. Elle est aussi responsable des recouvrements auprès de ces derniers, lors de réunions régulières pour faire face au service de la dette globale envers l'IMF. Il s'agit d'un crédit assorti d'une caution solidaire. Le prêt global à la banque communautaire est renouvelable, mais seuls les membres ayant respecté leurs obligations ont droit au renouvellement de leur quote-part dans le prêt global.

En plus du prêt, l'IMF fournit à la BC de l'assistance tant dans la formation de la banque que dans la détermination des règles de fonctionnement. L'une des règles essentielles de fonctionnement est celle qui oblige les membres à une épargne de capitalisation de la BC, qui permettra à cette dernière de faire éventuellement du crédit à ses membres de manière autonome - et à terme, de fonctionner comme une structure indépendante. L'effort d'épargne des membres est le plus souvent un discriminant du volume de crédit auquel ils ont droit individuellement.

iii. Groupe solidaire (GS)

Dans la méthodologie de « groupe solidaire » le mode opératoire est identique à celui de « banque communautaire, notamment au niveau de l'assortiment du crédit d'une garantie solidaire des membres bénéficiaires ultimes. Cependant, il existe une différence fondamentale au niveau des objectifs. En effet, si l'objectif final des BC c'est d'arriver à des structures autonomes de crédit dotées de capacité de continuité opérationnelle, tel n'est pas le cas pour les « groupes solidaires ». Ce qui explique l'absence d'obligation d'épargne aux membres pour bénéficier d'un crédit. Les GS seront donc, pendant toute leur existence, tributaire d'une IMF d'encadrement

iv. Mutuelle de solidarité (MS)

Une mutuelle de solidarité est un groupe de personnes ayant des liens solides entre eux (origine socioprofessionnelle, lieu de résidence, famille, amitié, etc.) qui décident de créer un fonds alimenté par leurs cotisations, en vue d'atteindre un objectif clairement défini, lequel est le plus souvent l'octroi du crédit aux membres du groupe sur une base rotative. Contrairement aux banques communautaires, les MS sont indépendantes dès le départ : les règles de fonctionnement sont établies par le groupe lui-même sans ingérence d'une quelconque IMF, même si cette dernière peut être une source alternative de fonds pour suppléer à l'insuffisance des ressources internes et également d'assistance technique.)

9. LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS

	Orientation	Indicateurs	Formule et/ou approche
Caractéristiques institutionnelles	Profil de l'échantillon d'institutions sur lequel porte l'étude	Nombre d'institutions, Nombre total d'employés, Nombre total de succursales	Décompte (tris à plat)
		Total de l'actif brut, Ventilation de l'échantillon par statut juridique et par secteur	Sommation et tris croisés
		Nombre moyen d'années de fonctionnement en tant que IMF	Somme des années d'opérations / nombre d'inst.
		Actif brut total moyen par institution	Total actif brut / # institutions
		Nombre moyen d'employés	# employés / # d'institutions
		Nombre moyen de succursales par institution	# succursales / # institutions
Critères d'étendue et de portée (Outreach) (Analyse descriptive)	Analyse le niveau, l'étendue et la profondeur des opérations du secteur. Cette analyse est évidemment portée sur les données quantitatives	Nombre total d'emprunteurs actifs	# d'emprunteurs de l'échantillon : Sommation ou analyse quantitative à 1 variable
		% d'emprunteurs par sexe	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par secteur	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% emprunteurs par statut juridique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteur par méthodologie	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		Par département géographique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		# moyen d'emprunteurs par institution	# total d'emprunteurs / # d'institutions
		Portefeuille brut (HTG)	Portefeuille avant provision pour mauvaises créances et radiation de l'année : Sommation ou analyse quantitative à une variable
		% portefeuille par sexe	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par secteur	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par méthodologie	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par statut juridique	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		Portefeuille moyen par emprunteur	Total portefeuille brut / # d'emprunteurs
		Portefeuille moyen du secteur (ou sous-secteur)	Total portefeuille brut / # d'institutions
		Nombre d'épargnants et de comptes	# d'épargnants de l'échantillon : Sommation et/ou Analyse à une variable quantitative
		% volontaires (épargnants et comptes)	# d'épargnants Volontaires./ # total d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		% obligatoires (épargnants et comptes)	# d'épargnants obligatoires / # d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		# moyens d'épargnants et de comptes par type d'inst.	# d'ép. Du groupe / # d'épargnants
		Volume des épargnes (HTG)	Balance des comptes d'épargne : Sommation ou analyse à une variable quantitative
		% volontaires	Vol. d'épargnants volontaires/ Vol. total d'épargne
		% obligatoires	Vol. d'épargnants obligatoires / Vol. Total d'épargne
		Epargne moyenne par épargnant et par compte	Solde des comptes d'épargne volontaires/ # d'épargnants Solde des comptes d'épargne volontaires / # de comptes
Epargne moyenne du secteur ou sous-secteur (Balance)	Solde des comptes d'épargne volontaires./ # d'institutions		

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères financiers	Situation et performance en termes de viabilité financière à long terme du secteur et de ses grandes composantes sur la base d'indicateurs de structure financière, de rentabilité de l'investissement global, de rendement brut et de marge sur certains investissements spécifiques et d'autosuffisance	Structure financière <ol style="list-style-type: none"> 1. Ratio de capitalisation 2. Coefficient de levier financier 3. % du portefeuille financé par des dépôts 4. % des ressources totales venant des déposants 5. % des dettes provenant des déposants 6. Taux d'endettement financier institutionnel 	Les ratios d'endettement <ol style="list-style-type: none"> 1. Fonds propres / Actif total 2. Dettes totales / Actif total 3. Total dépôts / Portefeuille brut 4. Total dépôts / Actif total 5. Total dépôts / Total dettes 6. Dettes institutionnelles à intérêts / Total dettes
		Performance financière <ol style="list-style-type: none"> 1. Rendement de l'actif (ROA) 2. Rendement des fonds propres (ROE) 3. Autosuffisance opérationnelle 4. Autosuffisance financière 	Ratios de rentabilité <ol style="list-style-type: none"> 1. Bénéfice net / Actif total moyen 2. Bénéfice net / Fonds propres moyens 3. Revenus d'exploitation normale / (dépenses d'exploitation + frais financiers + dépenses de provision)
		Marge et rendement <ol style="list-style-type: none"> 1. Marge nette 2. Taux de rendement brut de l'actif 3. Taux de rendement brut du portefeuille 4. Taux de rendement réel du portefeuille 5. Coût moyen de dettes 6. Marge d'intermédiation 	Ratios de marge et de rend. <ol style="list-style-type: none"> 1. Bénéfice net / Revenus Bruts d'exploitation 2. Revenus. Bruts d'exploitation / actif moyen 3. Revenus du portefeuille / Portefeuille moyen 4. Rend. Brut du PF – taux d'inflation. / (1+ taux d'inflation.) 5. Dépenses d'intérêt. / Dettes moyennes. 6. Taux de rendement brut du portefeuille – coût moyen dettes

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères opérationnels	Performance opérationnelle sur la base d'efficacité et de productivité	Efficacité 1. Dépenses opérationnel en % du portefeuille brut 2. Rémunération du personnel en % du portefeuille brut 3. Coût par emprunteur 4. Coût par prêt 5. Coût par gourde d'actif 6. Coût par succursale	Ratio d'efficacité opérationnelle 1. Dép. D'exploitation / PF brut moyen 2. Frais de personnel / PF brut moyen 3. Dép. D'exploitation / # emprunteurs 4. Dép. D'exploitation / # prêts 5. Dép. D'exploitation / actif total moyen 6. Dép. D'exploitation / #succursales
		Productivité 1. # emprunteurs par employé 2. #emprunteurs par agent de crédit 3. # prêts par employé 4. # prêts par agent de crédit 5. #Epargnants volontaires par employé 6. #comptes d'épargne volontaire par employé	Ratios de productivité 1. # emprunteurs / # employés 2. # emprunteurs / # agents crédit 3. # prêts / # employés 4. # prêts / #agents de crédit 5. # épargnants Vol./ # employés 6. #comptes d'épargnants. Vol / # employés 7. NB : Tous ces ratios seront calculés à partir de chiffres moyens
	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères de qualité de l'actif et de couverture des risques	Qualité du portefeuille et structure de l'actif	1. Taux de contamination du portefeuille 2. Taux du portefeuille affecté par des arriérés de plus de 30 jours 3. Taux de provisionnement du portefeuille affecté 4. Taux de l'actif générateur de revenus par nature	Portefeuille avec arriérés / portefeuille brut Taux du portefeuille arriérés >30j / portefeuille Balance des provisions / Portefeuille avec arriérés (Total portefeuille + placement + autre investissement productif par nature) / Actif total

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères socio-économiques	La contribution directe de la microfinance au PIB, à la création et à la distribution de revenus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Valeur ajoutée directe 2. % de la valeur ajoutée directe rémunérant le facteur travail 3. Rapport entre la rémunération per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Revenus bruts totaux (intérêts commissions, change et autres) Moins Dépenses d'intérêts 2. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / valeur ajoutée des IMFs 2. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / revenu national per capita
Critères commerciaux ou de marketing (Produits et pricing et pénétration du marché)	<p>L'évolution dans le temps du product-mix de la microfinance et des conditions de l'offre</p> <p>Le niveau de diversification dans le secteur de la microfinance</p> <p>Type de technologies modernes utilisées dans la livraisons des produits et services financiers et dans le suivi des opérations</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de produits offerts 2. Types de crédit offert (identification à partir d'une liste à fournir dans le questionnaire) 3. Nombres d'instruments d'épargne disponibles 4. # d'instrument de crédit disponible 5. Nombre et % d'institutions utilisant certaines technologies spécifiques (liste à fournir) 6. #d'instruments autre que l'épargne et crédit disponibles 7. Nom du produit vedette en dehors de l'épargne et le crédit 8. Niveau de pénétration du marché par les instruments autre que l'épargne et le crédit 9. Taux d'intérêt effectif sur le crédit 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Décompte ou sommation 2. Décompte ou sommation 3. Décompte ou sommation 4. Décompte ou sommation 5. Décompte ou sommation 6. Tris à plat ou tableaux de fréquence 7. Nombres d'utilisateurs et revenus annuels générés pour chaque produit 8. Intérêts et commissions effectivement perçues sur une base annuelle / Montant du prêt effectivement reçu par l'emprunteur (Taux de rendement interne du prêteur)
Critères de «Gouvernance et gestion des ressources humaines»	<p>Niveau d'adéquation et d'uniformisation de la structure organisationnelle des IMFs – Niveau d'utilisation d'outils de gestion modernes.</p> <p>Adéquation du déploiement des ressources humaines</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre d'IMFs ayant une structure normale ou typique c'est-à-dire fonctionnelle à 4 niveaux de management (Assemblées, Conseil et comités, Directions, services) – Niveau de fonctionnalité des différents organes 2. Nombre d'IMFs utilisant de manière systématique des outils modernes de gestion 3. Répartition du personnel entre personnel de direction, de crédit, d'opération, de marketing et d'administration 4. Existence et fonctionnement d'un programme de formation du personnel 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Type de management – Fonctionnalité de l'assemblée générale - Nombre de membres du Conseil d'Adm. – Fonctionnalité du CA – Existence et fonctionnalité d'un comité de crédit - Existence d'une politique et des procédures de crédit- - Processus d'approbation des dossiers de crédit (Les membres du comités de crédit signent les dossiers collectivement lors des réunions ou reçoivent les dossiers individuellement dans leurs bureaux) 2. Utilisation de plan stratégique – % d'institutions utilisant un budget et faisant le suivi budgétaire – de manuel de procédures comptables – de logiciels informatiques – de programme de formation du personnel : 3. % du personnel de direction % du personnel de crédit % du personne d'opérations % personnel de marketing % du personnel d'administration 4. % du personne ayant reçu une formation formelle au cours des deux derniers exercices

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Analyse inférentielle	Déduire, à partir des chiffres moyens de l'échantillon, de la taille globale du marché selon différents indicateurs	Taille globale du secteur en termes de : 1. Actif total 2. Portefeuille 3. Epargne 4. Autres ressources externes 5. Fonds propres 6. Nombre de déposants 7. Nombre d'emprunteurs 8. Nombre d'employés 9. Valeur ajoutée directe Taux de croissance annuelle des indicateurs	Moyenne de l'échantillon par catégorie homogène X par population totale dans chaque catégorie, puis sommation Taux de croissance des indicateurs entre la date de la dernière étude et celle de la présente étude

2. LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET FINANCIERE D'HAÏTI ET SON EVOLUTION

TABLEAU 20: SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (1996 A 2002)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Comptes économiques							
PIB nominal (en millions de gourdes)	46,647	54,005	62,997	69,254	77,580	85,700	94,028
Taux de croissance du PIB	2.4	2.7	2.2	2.7	0.9	-1.0	-0.3
Taux d'investissement (en % du PIB)	28.1%	24.5%	26%	27.7%	27.3%	25.9%	25.06%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	17%	17%	8.3%	10%	15.3%	12.3%	10%
Secteur Extérieur							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	5,284	5,645	6,237	8,483	9,849	10,594	11,403
Importation FOB (en millions de gourdes)	13,479	14,280	16,770	20,568	25,923	30,973	33,851
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	914.3	1028.1	1104.2	1165.6	1179.6	1188.9	1170.6
Variation des arriérés extérieurs	-4.4				3.95	6.86	28.16
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	16.51	16.70	16.95	16.94	28.35	24.00	29.70
Monnaie et Crédit							
Position extérieure nette (en millions de dollars)		-649.25	-834.28	-880.95	-905.7	-1001.64	-1090.75
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	4,768.7	7,628.8	8,906.8	9,827.2	13,511.0	12,309.0	14,085.4
Créances nettes sur l'Etat	4,956.4	5,379.9	5,884.13	7,455.8	9,489.9	12,111.9	15,064.4
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	14,220.9	16,413.5	18,824.6	22,049.9	30,188.9	31,753.4	37,228.8

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Variation de la masse monétaire		15.42%	14.69%	17.13%	36.91%	5.18%	17.24%
Vitesse de circulation de la monnaie	3.28	3.29	3.35	3.14	2.57	2.70	2.53
Finances publiques							
Recettes totales (en millions de gourdes)	3,436	4,782	5,383	6,275	6,170	6,332	7,722
Dépenses totales (en millions de gourdes)	4,120	5,798	6,788	7,906	8,141	8,589	10,377
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-684	-1,016	-1,405	-1,631	-1,971	2,257	-2,655
Pression fiscale	7.4%	8.9%	8.5%	9.1%	8.0%	7.4%	8.2%

TABLEAU 20 :SYNTHESE DES DONNEES ECONOMIQUES, FINANCIERES ET SOCIALES (1996 A 2002) (SUITE)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Secteur Social							
Population (en millions d'habitants)	7,329,646	7,482,103	7,637,731	7,796,595	7,958,765	8,124,307	8,293,292
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	5,918.29	7,217.89	8,248.13	8,882.60	9,747.74	10,420.46	11,113.08
PIB par habitant (en dollars courants)	393.50	425.83	438.03	524.36	344.08	408.81	374.18
Espérance de vie à la naissance (années)	54	54	54	54	50	50	50
Taux d'alphabétisation des adultes						48.8	49.8
Indice de développement humain	0.340	0.350	0.338	0.340	0.430	0.430	0.465
Taux de chômage	60%	60%	50%	80%	50%	50%	60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

TABLEAU 21: SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 A 2007)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Comptes économiques							
PIB nominal (en millions de gourdes)	85,700	94,028	119,758	140,387	168,034	200,456	247,529
Taux de croissance du PIB	-1.0	-0.3	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.2
Taux d'investissement (en % du PIB)	25.9%	25.06%	30.69%	27.3%	27.4%	28.9%	25.7%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	12.30%	10%	42.46%	22.53%	14.84%	12.4%	7.9%
Secteur Extérieur							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	10,594	11,403	18,946	21,555	24,222	28,660	27,255
Importation FOB (en millions de gourdes)	30,973	33,851	57,317	61,784	64,552	85,413	85,193
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	1,188.90	1,211.90	1,287.40	1316.30	1,337.82	1,419.25	1,541.02
Variation des arriérés extérieurs	6.86	28.18					
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	24.00	29.70	42.03	36.82	43.04	39.13	35.76
Monnaie et Crédit							
Position extérieure nette (en millions de dollars)	-1001.64	-1090.75	-1,102.25	-1,363.58	-1,025.54	-935.44	-918.55
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	12,309.1	14,085.4	18,720.2	20,238.8	24,534.3	25,953.3	28,430.8
Créances nettes sur l'Etat	12,111.9	15,064.4	18,323.0	21,242.8	21,193.0	20,607.8	18,946.9
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	31,753.4	37,228.8	52,027.9	56,761.0	68,289.7	75,278.5	78,879.0
Variation de la masse monétaire	5.25%	17.24%	39.75%	9.10%	20.31%	10.23%	4.78%
Vitesse de circulation de la monnaie	2.66	2.53	2.30	2.47	2.46	2.66	3.14
Finances publiques							
Recettes totales (millions de gourdes)	6,332	7,722	10,503	12,474	16,253	20,414	23,667
Dépenses totales (en millions de gourdes)	8,589	10,377	14,150	17,165	19,247	21,204	28,471
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-2,257	-2,655	-3,647	-4,691	-2,994	-790	-4804
Pression fiscale	7.39%	8.21%	8.77%	8.89%	9.67%	10.18%	9.56%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

TABLEAU 21 : SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 A 2007) (SUITE)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Secteur Social							
Population (en millions d'habitants)	8,124,307	8,293,292	8,373,750	8,455,963	8,538,984	8,622,820	8,707,476
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.00%	2.00%	0.98%	0.98%	0.98%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	10,420.46	11,113.08	14,301.60	16,602.13	19,678.45	23,247.15	28,427.18
PIB par habitant (en dollars courants)	408.81	374.18	340.27	450.90	457.21	594.10	794.98
Espérance de vie à la naissance (années)	52.4	52.6	49.1	49.4	51.6	52	59
Taux d'alphabétisation des adultes	48.8	49.8	50.8	51.9	51.9	51.9	51.9
Indice de développement humain	0.468	0.471	0.467	0.463	0.475	0.482	0.529
Taux de chômage	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

3. SITUATION ET PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE HAÏTIEN

1. ORIGINES DE L'ECART DE CAPACITE BENEFICIAIRE ENTRE 2006 ET 2007

	2007	Valeur	2006	Valeur	
Source de performance comparative		comparative		comparative	
Meilleur pricing des prêts	•	6,518			
Meilleur rendement sur les placements			•	107,241	
Meilleure composition de l'actif			•	71,301	
Meilleure contribution des autres revenus	•	80,320			
Meilleur coût des fonds			•	154,281	
Meilleure composition du passif	•	10,451			
Meilleur contrôle des salaires			•	150,634	
Meilleure productivité du personnel	•	125,905			
Meilleur contrôle des dépenses par succursale			•	2,790	
Meilleure productivité du réseau	•	44,809			
Meilleur contrôle des frais généraux directs	•	197,816			
Meilleure taille des comptes			•	133,444	
Ecart sur dépenses d'amortissement			•	30,609	
Plus faible "provisionabilité" des prêts improductifs	•	123,694			
Plus faible improductivité du portefeuille	•	18,889			
Moins de perte d'intérêts sur prêts improductifs	•	45,762			
Meilleur taux d'imposition	•	19,280			
Effet base imposition			•	8,726	
Effet taille globale	•	45,348			
Ecart de profit	•	59,764			
Comparaison de 2007 et 2006 sur la base de taille, de classement et du CAMEL					
	2007	Niveau	2006	Niveau	
Plus grande part de marche en termes d'actif		100.00%		100.00%	
Meilleur classement en termes d'actif		NA		NA	
Plus grand réseau	•	133		145	
Meilleur classement en termes de réseau		1e		1e	
Meilleure capitalisation (non pondéré)	•	7.01%		5.30%	
Meilleure capitalisation (Cooke)	•	19.04%		14.35%	C
Meilleure qualité de l'actif (plus faible taux d'improductivité)	•	9.98%		11.14%	A
Meilleur coefficient d'exploitation		73.01%	•	70.66%	M
Meilleure prime par unité de risque financier	•	0.0012		0.0011	E
Meilleure position des liquidités		33.97%	•	34.03%	L

Comparaison de 2007 et 2006 sur la base de taille, de classement et du CAMEL

2. SECTEUR BANCAIRE : BILANS COMPARATIFS DES 10 DERNIERES ANNEES

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
ACTIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Disponibilités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Encaisse	961,163	1,059,498	1,538,800	1,561,756	2,196,234	2,998,826	2,750,727	3,131,435	3,280,391	3,028,954
Avoirs à la Banque	3,259,341	3,271,679	5,941,369	7,120,504	7,796,382	11,595,639	16,069,777	14,692,435	16,312,632	18,252,219
Avoirs à l'étranger	904,645	872,116	2,462,150	1,841,044	2,022,444	2,279,350	1,451,119	3,130,040	3,038,875	3,343,820
Avoirs dans les Banques locales	230,341	240,331	91,340	320,054	790,939	1,069,314	1,468,027	1,204,030	1,452,562	1,726,469
Autres Liquidités	425,181	468,062	558,133	619,413	740,796	1,052,053	714,218	1,005,051	1,057,011	1,715,074
	5,780,671	5,911,685	10,591,793	11,462,771	13,546,795	18,995,182	22,453,868	23,162,991	25,141,472	28,066,536
Bons B.R.H	1,666,868	3,099,604	1,358,623	2,777,000	3,151,417	3,818,000	3,543,775	5,527,100	7,683,507	9,008,380
Autres Placements	1,058,990	1,369,154	2,999,245	2,511,709	3,236,215	7,448,054	7,303,934	10,359,554	12,684,076	12,128,584
Portefeuille Net	7,963,443	8,546,407	11,377,844	10,576,882	12,161,804	16,228,318	17,059,241	20,724,021	20,486,580	22,564,576
Immobilisations	1,021,277	1,207,805	1,506,885	1,757,347	1,987,371	2,387,724	2,810,292	3,409,020	4,305,416	4,425,368
Autres Actifs	719,672	962,527	1,121,419	1,207,942	1,243,768	2,039,200	2,759,913	2,627,957	2,218,356	3,570,813
	12,430,250	15,185,497	18,364,016	18,830,880	21,780,575	31,921,295	33,477,155	42,647,652	47,377,935	51,697,721
Total Actif	18,210,921	21,097,182	28,955,809	30,293,651	35,327,370	50,916,477	55,931,023	65,810,643	72,519,407	79,764,257
PASSIF										
Dépôts										
A vue	3,791,242	4,560,733	5,732,860	6,087,011	8,268,674	11,073,163	13,002,480	16,697,374	18,071,251	19,978,076
Épargne	6,477,155	7,746,820	9,924,884	10,168,704	12,219,239	17,234,819	18,417,050	22,799,131	24,185,085	25,373,571
A terme	5,080,010	5,888,936	8,842,139	9,732,607	9,716,605	14,721,008	16,637,631	17,274,644	19,054,885	20,679,019
	15,348,406	18,196,488	24,499,884	25,988,322	30,204,518	43,028,990	48,057,161	56,771,149	61,311,221	66,030,665
Obligations à vue										
Banques locales	328,039	60,500	62,827	29,000	302,704	497,670	410,495	375,605	193,271	818,703
Banques à l'étranger	13,805	-	-	889	-	-	-	157,029	-	436,576
Autres	908,018	1,198,677	1,144,133	1,366,466	1,315,525	2,406,991	2,470,570	2,390,795	2,605,500	2,987,055
	1,249,862	1,259,177	1,206,960	1,396,356	1,618,229	2,904,660	2,881,065	2,923,430	2,798,771	4,242,334
Obligations à terme										
Banques locales	27,155	60,691	722,475	128,505	224,048	363,614	241,755	372,820	234,775	516,722
Banques à l'étranger	-	-	44,305	48,436	129,457	79,848	69,964	103,302	74,346	-
Autres	277,803	272,439	347,071	398,213	391,066	781,904	726,303	1,055,618	1,002,212	1,175,574
	304,958	333,130	1,113,851	575,155	744,571	1,225,366	1,038,022	1,531,740	1,311,332	1,692,296
Autres Passifs	268,250	219,895	685,155	578,003	719,640	1,027,235	1,007,272	1,288,244	3,257,712	2,210,465
	17,171,477	20,008,690	27,505,850	28,537,835	33,286,958	48,186,252	52,983,520	62,514,562	68,679,037	74,175,761
AVOIR DES ACTIONNAIRES										
Capital versé	634,721	635,085	843,977	904,916	933,316	990,815	1,127,938	1,408,213	3,592,994	1,770,760
Réserves	181,098	74,006	146,467	185,842	247,231	363,410	450,263	377,699	918,333	836,936
Surplus d'Apport	38,338	102,702	52,561	84,973	96,204	108,298	65,641	402,763	(1,138,739)	491,419

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
BNR	185,286	276,698	406,955	580,087	763,660	1,267,703	1,303,661	1,107,406	467,782	2,489,382
	1,039,444	1,088,491	1,449,959	1,755,817	2,040,411	2,730,225	2,947,503	3,296,081	3,840,369	5,588,496
Total Passif + Capital	18,210,921	21,097,181	28,955,809	30,293,652	35,327,369	50,916,477	55,931,023	65,810,643	72,519,406	79,764,257

Source : BRH

3. SECTEUR BANCAIRE : COMPTES D'EXPLOITATION COMPARATIFS DES 10 DERNIERES ANNEES

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
MARGE NETTE D'INTERET										
Revenus d'intérêt/										
Prêts	1,504,831	1,432,025	1,757,653	2,431,003	2,188,746	3,120,670	3,486,213	2,773,314	3,138,658	3,373,366
Autres (incluant Bons B.R.H)	327,081	323,940	566,992	742,933	568,864	953,093	1,471,975	731,881	1,744,273	1,889,636
	1,831,913	1,755,965	2,324,645	3,173,936	2,757,610	4,073,763	4,958,188	3,505,196	4,882,931	5,263,002
Dépenses d'intérêt	810,573	699,336	925,122	1,440,463	907,849	1,399,232	2,225,525	987,321	1,355,414	1,619,721
MARGE NETTE D'INTÉRÉT	1,021,340	1,056,629	1,399,522	1,733,473	1,849,761	2,674,531	2,732,663	2,517,874	3,527,517	3,643,281
AUTRES REVENUS										
Commissions	163,213	231,272	264,605	342,353	358,879	565,869	599,670	691,307	845,161	944,913
Gain sur change	105,569	184,459	462,947	461,237	322,266	505,436	369,303	455,225	524,065	609,174
Autres	144,371	119,764	100,002	104,010	270,656	387,282	431,727	643,715	723,993	619,452
Autres revenus	413,152	535,494	827,554	907,600	951,800	1,458,588	1,400,699	1,790,247	2,093,219	2,173,538
PRODUIT NET BANCAIRE	1,434,492	1,592,123	2,227,076	2,641,073	2,801,561	4,133,119	4,133,363	4,308,121	5,620,736	5,816,820
Prov. pour créances douteuses	93,465	106,291	146,645	174,051	185,660	184,510	299,035	298,510	166,973	38,482
BÉNÉFICE AV. DÉP. D'EXPL										
& IMPÔTS SUR LE REVENU	1,341,027	1,485,832	2,080,431	2,467,022	2,615,901	3,948,609	3,834,328	4,009,612	5,453,763	5,778,338
DÉP. D'EXPLOITATION										
Salaires et Avantage Sociaux	516,002	553,606	652,782	796,158	873,036	1,037,596	1,181,995	1,259,530	1,444,379	1,618,882
Frais de locaux	51,580	52,098	68,399	101,269	130,496	189,732	227,290	246,167	267,247	252,940
Amortissement	129,607	157,492	207,101	220,102	230,626	256,498	275,524	314,237	360,742	391,351
Autres dép. d'Exploitation	478,330	466,315	613,664	848,190	992,749	1,382,608	1,618,470	1,650,038	1,899,252	1,983,811
Total dépenses d'exploitation	1,175,519	1,229,511	1,541,946	1,965,718	2,226,907	2,866,434	3,303,279	3,469,971	3,971,620	4,246,984
BÉNÉFICE AV. Impôts/Revenu	165,508	256,321	538,486	501,304	388,994	1,082,175	531,049	539,640	1,482,143	1,531,354

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Impôts sur le revenu	69,908	59,665	105,623	120,037	72,824	247,362	102,242	140,842	262,811	252,258
Valeur à régulariser	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôt net	69,908	59,665	105,623	120,037	72,824	247,362	102,242	140,842	262,811	252,258
BÉNÉFICE NET OU PERTE NETTE		95,600	196,656	432,863	381,267	316,169	834,813	428,807	398,798	1,219,332

Source : BRH

4. LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

Sigles ou Abréviations	Signification
Adm., adm.	Administration, Administratif
ANACAPH	Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes
ANIMH	Association Nationale des Institutions de Microfinance d'Haïti
BC	Banque Communautaire
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BIDC	Banque Intercontinentale de Développement Commercial
BNC	Banque Nationale de Crédit
BPH	Banque Populaire Haïtienne
BRH	Banque de la République d'Haïti
CA	Conseil d'Administration
CASF	Coefficient d'Autosuffisance financière
CASO	Coefficient d'Autosuffisance Opérationnelle
CEC	Caisse d'Epargne et de Crédit
CNC	Conseil Nationales des Coopératives
DAI	Development Alternatives, INC.
DID	Développement International Desjardins
FDI	Fonds de Développement Industriel
FENACAP	Fédération Nationale des Caisses Populaires
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
FIDA	Fonds International de Développement de l'Agriculture
GS	Groupe Solidaire
IMF	Institution de Microfinance
Inst.	Institution
KNFP	Konsèy Nasyonal Finansman Popilè
MS	Mutuelle Solidarité
MSME	Micro, Small and Medium Enterprise
NA, na	Non applicable
ND, nd	Non disponible
ONG	Organisme Non Gouvernemental
Opér., opér.	Opérationnel
PAP	Port-au-Prince
PAR	Portefeuille à Risque
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
Portef.	Portefeuille
ROA	Return on Asset
ROE	Return on Equity
Sogebank	Société Générale de Banques
TRB	Taux de Recouvrement Brut
TRC	Taux de Recouvrement Cumulé
TRI	Taux de Rendement Interne
TRN	Taux de Recouvrement Net
USAID	Agence Américaine pour le Développement International

5. LISTE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE COMPOSANT L'ÉCHANTILLON

SIGLE	NIM
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
SFF	SEVIS FINANCYE FONKOZE
MCN	Micro Crédit National
SOCOLAVIM	Société Coopérative Lavi miyo
COSODEV	Société Coopérative pour le Développement
SOGESOL	Société Générale de Solidarité S.A
CONAC	Coopérative Na changé
FONDESPOIR	Fondespoir
ACLAM	World Concern Haiti/ACLAM
ACME	Association pour la Coopération avec la Microfinance
GTIH	Groupe Technologie Intermédiaire d'Haïti
FEMA	Finansman pou Ede Moun Avanse/World Relief
CEC	Coopérative des Enseignants des Cayes
CPSRM	Caisse Populaire Sainte-Rose de Maniche
SUCCES	SUCCES
KOTELAM	KOTELAM
CAPOSAC	Caisse Populaire Sainte-Anne de Camp-Perrin
ID	Initiative développement
KREDI POPILE	Banque de l'Union Haïtienne S.A/Kredi Popile
CECCOMH	CECCOMH
LUMUTEC	Lumière Mutuelle de Crédit
SOCOMEK	Société Coopérative Men Kontre
KOPLES	Koperaitv pou Lespwa
KPSEK	Caisse Populaire Ste-Hélène Carice
KEKAM	Kès epay ak kredi pou Avansman mamlad
CAPOSMA	Caisse Populaire Solidarite de St-Michel de l'Atalaye
FINCA HAITI	FINCA Haïti
GRAIFSI	Groupe d'Appui pour l'intégration de la femme du secteur Informel
COOPECS	Coopérative d'Épargne et de Crédit de Saint-Louis
COD/EMH	Bureau de Coord. des Programmes de l'Eglise Méthodiste d'Haïti
CPD	Caisse Populaire de Dauphin
KPLKM	Kès Popilè Leve Kanpe Milot
KPLAN	Kès Popilè Lazil NiP
CECAP	Caisse d'Épargne et de Crédit pour l'Avancement de Port-à-Piment
MCC	Micro Crédit Capital
SOCEM	SOGEM
KPD	Kès Popilè Dezam
CAPAJ	Caisse Populaire pour l'Avancement de Jérémie
KPL	Kès Popilè Lestè
CAMEC	CAMEC
CLEF	Caisse Léoganaise d'Épargne et de financement
CPSA	Caisse Populaire Ste-Anne
KAPOSOV	Caisse Populaire Solidarité Verrettes
ATPB	Asosyasyon Travayè Peyizan Bonbad
APLB	Asosyasyon Peyizan Le Blan
ADEPSCOJ	
	Association pour le Développement de la 1ère section de Jean Rabel
COCADAMA	Coopérative et Caisse Populaire et Agricole de dame Marie
UJBAM	Union des Jeunes de Bombardopolis pour un Avenir Meilleur

SIGLE	NIM
MODEL	Mouvman Pou Devlopman Lakay
KPFTB	Kès Popilè Fòs Trankil Bochan
KPSJ	Kès Popilè Setyèm Seksyon Janrabel
KONEKKO	Koperativ Nasyonal Epay Kredi ak Konsyomasyon
COPAM	Coopérative des Paysans Agriculteurs de Morne Rond
FONKOZE	Fondasyon Kole Zepòl
KPSP	Kès Popilè Sere Pwete
CPUP	Caisse Populaire Union de Plaisance
CAPOMA	Caisse Populaire Mont Carmel d'Arniquet
CREPES	Caisse Régionale pour la Promotion Économique et Sociale
CPDAM	Caisse Populaire de Dame-Marie
CPC	Caisse Populaire La Concorde
SOCOREDNO	SOCOREDNO
CAPOMAR	Caisse Populaire de Mare Rouge
COPECPRA	Coopérative d'Éparg. et de Crédit de la Petite Rivière de l'Artibonite
CPEJ	Caisse Populaire Espoir de Jacmel
CPACJ	Caisse Populaire Avenir de Cayes-Jacmel
CAPPEV	Caisse Populaire Petite Épargne de la Vallée
CECA-NIPPES	CECA-NIPPES
Coopeclas	Coopérative d'Épargne et de Crédit de Lascahobas
MCDFR	Mouvement Commun. pour le Développement de Fond Ramadoux
CRSM	Centre de Recherche pour Soutenir les Malheureux
KOSOL	Koperativ Solèy Leve
COMOG	Coopérative la Montagne Godette
CDPGJ	Coopérative pour le Dével. de la Pêche de Gros Sable Jean Rabel
AFR	Asosyasyon Fanm Remon
ODF	Organisation pour le Développement pour le Far West
CBEG	Coopérative Bonne Entente de Guinaudée
CODEB	Coopérative pour le Développement de Belle-Anse
KEPOMEK	Kès Popilè Men Kontre
CAPCOOP	Caisse du progrès de Carrefour
MUCEC	Mutuelle Croissance Economique de Code

SMG/UNIQ/HAÏTI MSME/USAID: ETUDE SUR LA MICROFINANCE EN HAÏTI

6. FORMULAIRE DE COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

Caractéristiques institutionnelles

						Code	
1.	Nom				1A. Sigle		
2.	Nbre d'années d'activité générale		3. Nombre d'années en tant que IMF				
4.	Localisation du siège	A. Commune			B. Département		
5.	# de Bureaux dont le siège soc.		5A. À PAP		5B. Villes de prov.		5C. Zones rurales
6.	Nombre d'employés	Total		6A. Hommes		6B. Femmes	7. Actif total
8.	Type d'institution (note 1)				9. Date du début de l'exercice fiscal		
#	But financier (à but lucratif =1 ou non lucratif 2)				10A. Affiliation (note 2)		

Outreach (Etendue et portée)

11. Nombre d'emprunteurs

Ventilation par sex des bénéficiaires et par méthodologie employée						
Méthodologie/sexe		11-1. Nombre d'emprunteurs (Hommes)			11-2. Nombre d'emprunteurs (Femmes)	
		au 30/9/2007		au 30/9/2006		
i	Crédit direct individuel					
ii	Banque Communautaire					
iii	Groupe Solidaire					
iv	Mutuelles de Solidarité					
Total		-		-		-

12. Le portefeuille brut (montant en HTG)

a) Ventilation par sex des bénéficiaires et par méthodologie employée						
Méthodologie/sexe		12-a-1. Portefeuille brut (Hommes)			12-a-2. Portefeuille brut (Femmes)	
		au 30/9/2007		au 30/9/2006		
i	Crédit direct individuel					
ii	Banque Communautaire					
iii	Groupe Solidaire					
iv	Mutuelles de Solidarité					
Total		-		-		-

b) ventilation par secteur d'activité						
Méthodologie/sexe		En % du portefeuille brut				
		au 30/9/2007		au 30/9/2006		
i	Production	0.00%		0.00%		
ii	Commerce					
iii	Services					
iv	Consommation					
v	Logement					

Note 1 / Type d'institution	
1	Caisse d'épargne et de crédit
2	Banque Filiale et satellite de banque
3	ONG
4	Fondation
5	Association
6	Autres

vi	Education				
	Total	0.00%		0.00%	

c) Ventilation par zone (urbaine ou rurale) - Nombre d'emprunteurs et volume de crédit

Méthodologie/sexe	12-c-1. Nombre d'emprunteurs				12-c-2. Portefeuille brut	
	au 30/9/2007		au 30/9/2006		au 30/9/2007	au 30/9/2006
i	Port-au-prince					
ii	Provinces-zones urbaines					
iii	Zones rurales					
v	Total	-		-		-

13.

Nombre de déposants et de comptes

a) Nombre de déposants

Méthodologie/sexe	13-a-1. Nombre de déposants	
	au 30/9/2007	30/9/2006
	Déposants volontaires	
i	Déposants aux comptes bloqués	
ii	Total	-

b) Nombre de comptes

	13-a-2. Nombre de comptes	
	au 30/9/2007	au 30/9/2006
	Comptes non bloqués	
	Comptes bloqués	
	Total	-

14. Volume de dépôts et autres ressources

Volume de dépôts

	14-a-1. Volume de dépôts	
	au 30/9/2007	au 30/9/2006
	Déposants volontaires	
i	Déposants aux comptes bloqués	
ii	Total	-

b) Autres ressources financières

	Montant des autres ress. Financières	
	au 30/9/2007	au 30/9/2006
i	Emprunt à taux commercial (MLT)	
ii	Emprunt à taux concessionnel (MLT)	
iii	Emprunt CT à taux commercial	
iv	Emprunt CT à taux concessionnel	
v	Autres passifs	
vi	Subvention capitalisée	
vii	Fonds propres	

viii	Total	-	-
------	--------------	---	---

Qualité de l'actif

15. Qualité de l'actif

a) Qualité du portefeuille de prêts

	Chiffres en HTG	
	au 30/9/2007	30/9/2006
i	Portef. avec plus de 30j d'arriérés	
ii	Montant des provisions	
	Montant des radiations de l'année	
iii	Total	-

b) Structure de l'actif

	Chiffres en HTG	
	30/9/2007	30/9/2006
i	Liquidité (encaisse+Banque)	
ii	Immobilisations nettes	
	Autres actifs improductifs par nature	
iii	Total actifs stériles	-
iv	Portefeuille net	
v	Placement à CT et à LT	
vi	Autres actifs productifs par nature	
vii	Total de l'actif productifs par nature	-
viii	Total	-

Structure des produits et des charges

Structure des revenus bruts et des charges

a) Structure des revenus bruts

Type		Revenus bruts en HTG	
		ex.2006-2007	ex.2005-2006
i	Revenus d'intérêts sur prêts		
ii	Revenus de frais de dossiers		
iii	Autres revenus de crédit		
iv	Revenus d'intérêt sur placements		
v	Autres revenus		
vi	Total revenus	-	-
vii	Perte	-	-

b) Structures des charges

		Montant des charges en HTG	
		ex.2006-2007	ex.2005-2006
i	Charges financières (depenses d'int.)		
ii	Frais de personnel		
iii	Dépenses liées aux pertes sur prêts		
iv	Autres dépenses d'exploitation		
v	Total charges	-	-
vi	Bénéfice net (ou assimilé)	-	-

Marketing

Avez-vous les produits et services suivants

- i Transferts de fonds
- ii Change
- iii Assurance
- iv chèque
- v Coffre-fort

18. Utilisez-vous les technologies suivantes dans la livraison des services

et dans le suivi des opérations

- i Guichet ambulant
- ii Technologies portables
- iii Téléphones cellulaires
- iv Services inter-caisses
- v Services informatisés

Taux de rémunération des épargnes et prêts

19-1. Taux d'int. moyen payé sur les dépôts

Taux d'intérêt sur l'épargne	Taux moyen
Epargne Volontaire	
Epargne bloquée	

19-2. Taux de rémunération des prêts

Taux d'intérêts moyen sur les prêts	
Taux moyen de frais de dossiers	
Epargne bloquée en % du prêt	

Gouvernance et Ressources Humaines

20. Indiquer par un X la structure qui se rapporte le plus de

[]	a	Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle	Directions Fonctionnelles	(4 niveaux)
[]	b	Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle	ou bien	(3 niveaux)
[]		Conseil	Direction Gle	Directions Fonct.		
[]	c	Direction Gle	Directions Fonctionnelles			(2 niveaux)
[]	d	Responsables d'unités				(structure flat)

21.1 Nombre de membre dans le CA

21.2 Nombre de réunions par année

Nombre de membre dans le comité de crédit

22.2 Nombre de réunions par année

Nombre de membre dans le comité de crédit

23.2 Nombre de réunions par année

24. **Veillez fournir les informations suivantes concernant les outils de gestion administrative et financière utilisée**

A. Outil de Gestion administrative

B. Outil de Gestion Financière

		Si c'est non applicable : NA
		Date
i	Dernière révision des procédures adm.	
ii	Dernière révision des procéd. comptables	
iii	Dernière révision du manuel du personnel	
iv	Dernière révision du manuel du personnel	
v	Nbre d'employés formés ces 2 dernières années	

		Si c'est non applicable : NA
i	Base de votre budget (annuelle ou mensuelle)	
		Réponse pour 2007
ii	Sens de l'écart Budgétaire (Excédent ou déficit?)	
iii	Montant de l'écart Budgétaire	
iv	Dernière date des projections financières financières	

C. Audit et evaluation

i	Date du dernier audit	
---	-----------------------	--

25. Veuillez fournir les info suivantes concernant la politique et les procéd. de crédit

A. Mise à jour des politiques et procédure de crédit		
	Date	
i	Dernière révision de la politique de crédit	
ii	Dernière révision des procédures de crédit	
iii	Dernière formation du personnel de crédit	
iv	Montant maximum de crédit par client	
v	Montant minimum de crédit par client	
vi	Durée minimum des prêts	
vii	Durée maximum des prêts	

B. Fixation des limites internes

				Minimum	Maximum
i	Montant du crédit nécessitant l'approb. du Comité de Crédit				
ii	Montant du crédit nécessitant l'approb. du CA				
iii	Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA				
iv	Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA				

ii Date de la dernière évaluation

26. Veuillez fournir les informations suivantes sur la politique des taux d'intérêt sur prêts et le mode d'évaluation des dossiers

26A. Modalité de calcul des intérêts

i Intérêt flat

ii Intérêts prélevés d'avance

iii Intérêts sur le solde dégressif

iv Autre à préciser

26B. Mode d'évaluation des dossiers

i Traditionnelle

ii Scoring

26C. Procédures d'approbation de dossiers

i Signatures simultanées lors de réunions

ii Collecte de signature de chaque membre

iii L'une et/ou l'autre

iv Non applicable

Nom de la personne responsable

Email

Téléphone 1

Téléphone 2

Pour toutes questions concernant ce formulaire contactez :

SMG-Haïti - 722-
1907, 713-9938, 242-
3242

email :
smg@smghaiti.com
martine@smghaiti.com
[m](mailto:mhermite@smghaiti.com)
lhermite@smghaiti.com
[m](mailto:mhermite@smghaiti.com)

Note 1/ Types d'institution	
1	Caisse d'épargne et de crédit
2	Banque, filiale et satellite de banque
3	ONG
4	Fondation

5	Association
6	Autres

Note 2/ Affiliation	
1	ANACAPH
2	ANIMH
3	DID
4	KNFP
13	ANACAPH/DID
24	ANIMH/KNFP
99	Autres

N.B

Si la question n'est pas applicable à votre institution, à l'espace réservé à la réponse, Inscrivez "NA"	NA
Si l'information n'est pas disponible au moment de remplir le questionnaire, à l'espace réservé à la réponse, inscrivez « ND »	ND

7. LES INTERVENANTS, PARTIES PRENANTES ET FACILITATEURS

1. SMG/UNIQ

Lhermite FRANCOIS	Chef de projet, Responsable de l'étude au niveau du SMG
Martine L. FRANCOIS	Administration, contrôle de la qualité
Esther Mahothière	Assistante Administrative, Dactylographie
Arnelle Blain	Opération de saisie et de traitement primaire des données
July Nelson	Opération de saisie et de traitement primaire des données
Marlène P. Vital	Collecte et saisie de données

2. HAÏTI MSME

Greta Greathouse	Directeur, Représentante du Maitre d'ouvrage
John Jepsen	Directeur Adjoint, Représentant du Maitre d'ouvrage

3. DID

Réal DESCHENES	Assistance technique
Michelle BRETON	Assistance technique
Colette TELCERA	Coordination de la collecte des données au niveau des membres de DID/ANACAPH

4. ANACAPH

Yolène JACQUET	Assistante technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de DID/ANACAPH, et assistance à la collecte des données auprès des caisses sans affiliation
----------------	--

5. KNFP

Lionel Fleuristin	Assistance technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de KNFP
-------------------	--

6. ANIMH

Pascale Théodate	Conseillère - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de l'ANIMH
------------------	--